

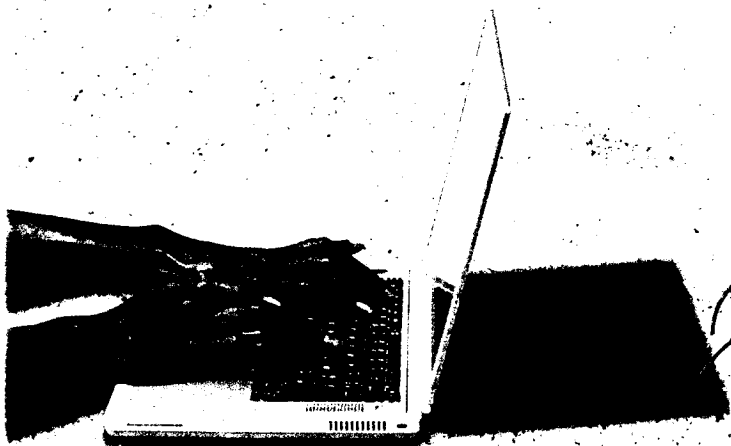


Sonafel

Sonafel

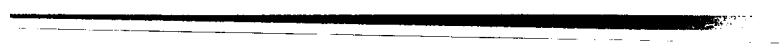
 **Sonafel**

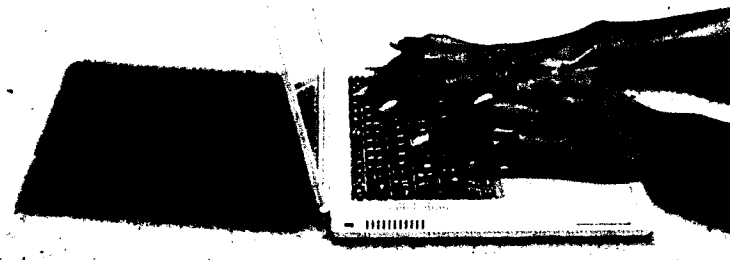
RAPPORT
ANNUEL
2001



 **Sonafel**

RAPPORT
ANNUEL
2001





Sommaire

Lettre du Président - - - - -	4-5
Message du Directeur Général - - - - -	6-7
Carte d'identité - - - - -	8-9
Conseil d'administration - - - - -	10-11
Organigramme du Groupe - - - - -	12-13
Chiffres clés du Groupe - - - - -	14-17
Sonatel en Bourse - - - - -	18-23
Marché des mobiles - - - - -	24-28
Internet- - - - -	29-35
Téléphone fixe et réseaux de données - - - - -	36-43
Des ressources humaines de qualité - - - - -	44-45
La Sonatel, partenaire au développement- - - - -	46-47
Rapport financier - - - - -	49-88
Rapport des commissaires aux comptes- - - - -	89-92
Projets de résolution - - - - -	93-94

Pari gagné !

Nous avons fait le pari, l'année dernière, d'améliorer les performances du groupe; les investissements réalisés et la poursuite de la baisse des tarifs ont permis une croissance soutenue de l'activité, avec un chiffre d'affaires en 2001 qui s'élève à 148,21 milliards de Fcfa, soit une hausse de 18% par rapport à 2000.

La bonne maîtrise des charges a permis de maintenir un bon niveau de rentabilité, avec un bénéfice net part du groupe en 2001 qui se situe à 47,45 milliards de Fcfa, en croissance de 11,6% par rapport à l'exercice 2000.

Ces résultats, nous vous les devons à vous, actionnaires et salariés; car c'est grâce à votre soutien et à votre présence que nous avons les moyens de notre stratégie.

La démarche de Sonatel sera poursuivie: ces bénéfices serviront à la fois à financer les investissements entamés depuis plusieurs années, pour continuer à faciliter l'accès à des services de télécommunications de qualité au plus grand nombre et à rémunérer ceux qui ont misé sur nous.

La Sonatel, avec l'appui de son partenaire stratégique France Telecom, poursuivra le développement de cette stratégie et, pour se préparer à l'arrivée de la concurrence sur le marché national, recherchera des relais de croissance dans les pays de l'Ouest Africain.

Merci de votre confiance.



*a*vec l'implication de tous,
nous gagnerons les autres paris
pour mériter votre confiance.



Le Président
Pierre GODINIAUX

MESSAGE



au service du client

La croissance est au rendez-vous en 2001.

La stratégie que nous avons déployée depuis cinq ans a porté ses fruits. L'effort important d'investissement consenti par la Sonatel depuis plusieurs années, près de 47 milliards de Fcfa en 2001, et la compétitivité de nos tarifs ont permis, cette année encore d'atteindre un bon niveau de croissance.

Au cours de l'année 2001, le parc téléphonique fixe a cru de plus de 10%; à cela s'ajoute une forte réduction des instances et un développement de la téléphonie rurale avec le raccordement de 150 nouvelles localités en fin d'année 2001. Cela a été possible grâce à une bonne mise en œuvre du programme d'extension du réseau fixe qui a amélioré de façon notable la disponibilité de l'offre.

Sur le marché des mobiles, nous avons confirmé notre position de leader. Sept nouveaux clients sur dix au moins ont choisi l'offre de Sonatel Mobile.

En Afrique de l'Ouest, notre groupe a renforcé son avantage concurrentiel par sa position de Hub pour le trafic régional et international au cours de l'année.

DU DIRECTEUR GENERAL

Plus qu'un slogan, le TASC (Tous Au Service du Client) est aujourd'hui, encore plus qu'hier, une réalité. Le déploiement du nouveau système d'information commerciale pour adapter et développer de nouvelles offres plus adaptées aux besoins des clients et la poursuite de la modernisation et de l'implantation de nouvelles Agences commerciales pour offrir un cadre alliant confort, convivialité et accessibilité, ont apporté beaucoup de satisfaction à nos clients. Nous avons également joué notre rôle de précurseur des technologies de l'information et de la communication à travers les offres de notre nouvelle filiale Sonatel Multimédia et son portail Sentoo, le premier au Sénégal.

Notre priorité pour l'année 2002 reposera essentiellement sur l'amélioration de la qualité de service de nos réseaux et de notre service après-vente, compte tenu de la complexité des réseaux et des exigences plus fortes de nos clients. Par ailleurs, l'ouverture anticipée de certaines de nos activités à la concurrence devrait être une stimulation pour développer des offres et les usages afin de fidéliser nos clients.

**En nous mettant au service du client,
nous continuerons de transformer
encore plus rapidement la Sonatel
dans un environnement où tout concourt
à accélérer le rythme du changement.**

Le Directeur Général
Cheikh Tidiane Mbaye



CARTE D'IDENTITE DU GROUPE

Le Groupe Sonatel exerce ses activités sur trois pôles:

le téléphone fixe,
la téléphonie mobile
et l'Internet

La Sonatel, opérateur historique des télécommunications au Sénégal, constituée en Société Anonyme au capital de 50 milliards de Fcfa, dispose du monopole pour les services de téléphone fixe et l'accès à l'international jusqu'en 2004.

Le Groupe est soumis:

- à la concurrence réglementée dans le domaine de la téléphonie mobile où il intervient par le biais de sa filiale Sonatel Mobiles;
- à une concurrence libre sur tous les autres services notamment la fourniture d'accès Internet où il intervient par le biais de sa filiale Sonatel Multimédia

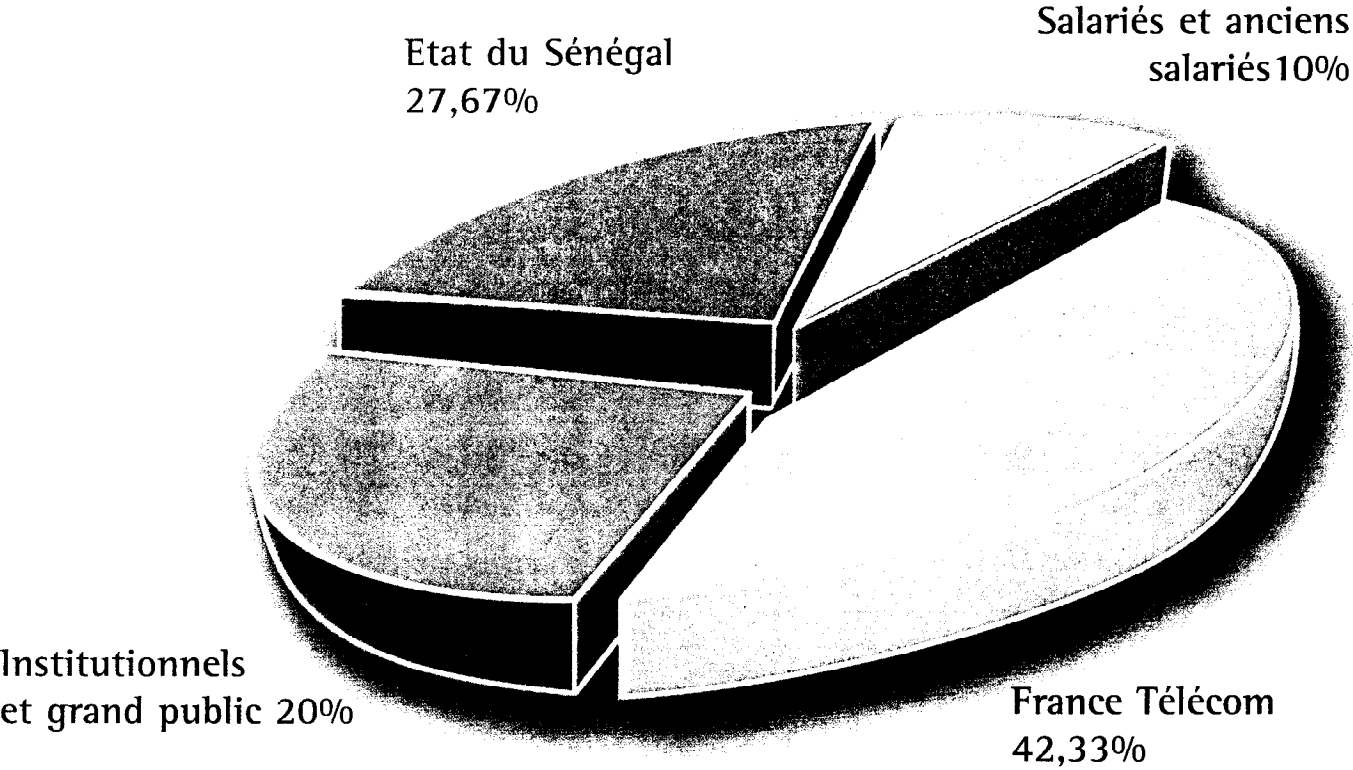
Les principaux produits du groupe Sonatel sont:

- Le téléphone fixe;
- La téléphonie mobile;
- Internet et la transmission de données;
- Les services à valeur ajoutée.

Fort de ses capacités d'innovation technologique, le Groupe Sonatel s'est positionné comme un pôle incontournable du réseau de télécommunications.

Le Groupe a favorisé une diversité des actionnaires avec l'émergence d'un actionnariat populaire et des salariés actionnaires à hauteur de 10%.

La géographie du capital se présente comme suit:



CONSEIL D'ADMINISTRATION

MEMBRES

M. Abdoul Aziz SOW

Etat du Sénégal

M. Mame Ndaraw CISSE

Administrateur indépendant

M. Roland DUBOIS

France Télécom

M. Mohamadou BOYE

Administrateur indépendant

M. Bernard GRYNKO

France Télécom

M. Ibrahima KONTE

Représentant le personnel actionnaire

M. Silvano MONTI

France Télécom

Colonel Papa Momar NIANG

Ministère des Forces Armées

OBSERVATEUR

M. Doudou DIOUF

Contrôleur financier,
Présidence de la République

PRÉSIDENT

M. Pierre GODINIAUX

France telecom



ORGANIGRAMME



Mme. Dior FALL SOW
Directrice des Affaires Juridiques



M. Abdoulaye Khassoum KEBE
Directeur de l'Approvisionnement et de la Logistique



M. Alassane DIENE
Directeur des Ressources Humaines



M. Macodou NDIAYE
Directeur des Systèmes d'Information



M. Samba SENE
Directeur des Réseaux



M. Alioune NDIAYE
Directeur Financier et Comptable



M. Léon Charles CISS
Directeur Commercial



M. Michel SOUAL
Directeur Général Adjoint de la Sonatel



M. Cheikh Tidiane MBAYE
Directeur Général de la Sonatel



M. Bruno CLERY
Directeur Général Adjoint de Sonatel Mobiles



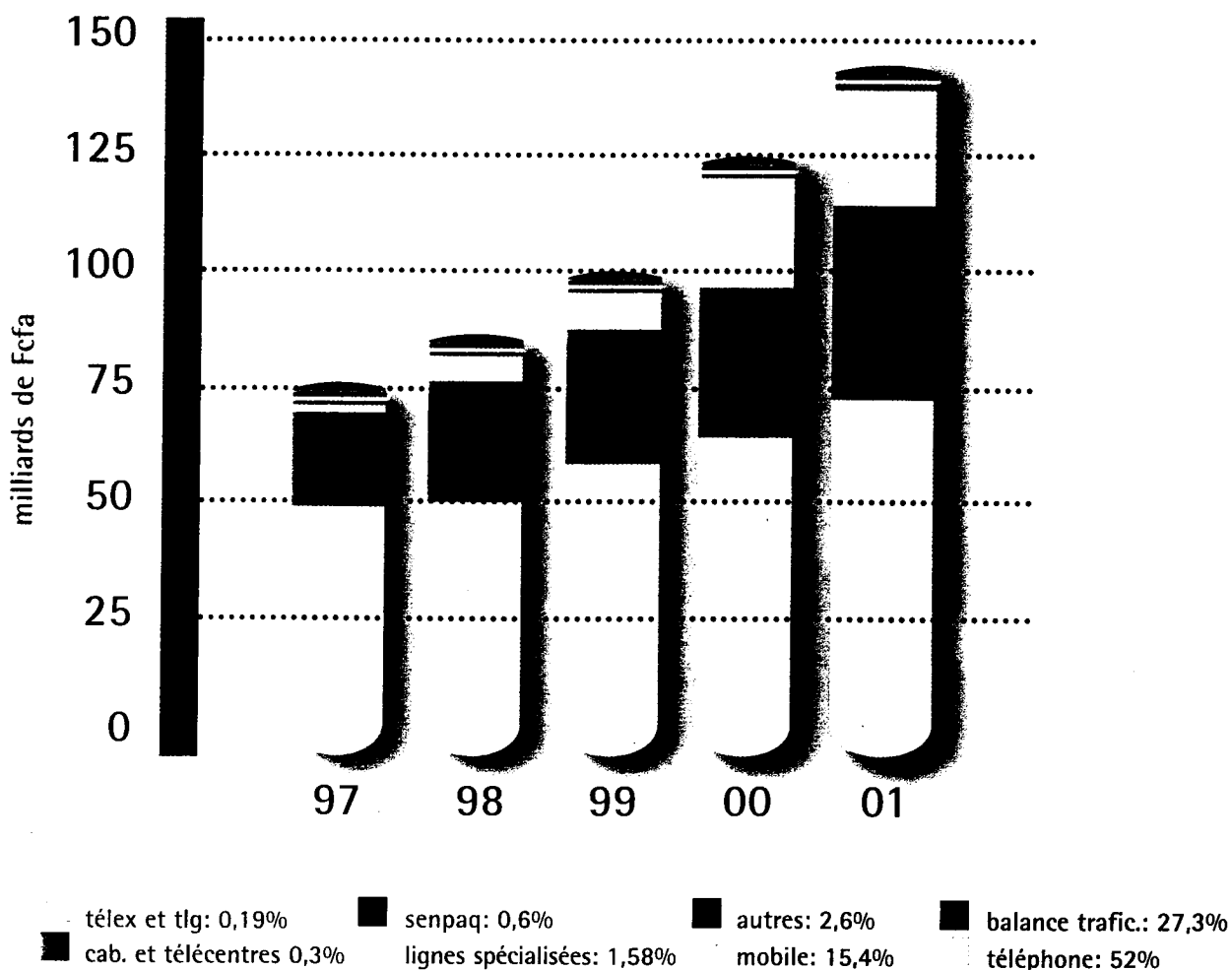
M. Ernest RALLO
Directeur Général de Sonatel Multimédia



Mme. Aïssatou DIENG
Directrice des Opérations Internationales

CHIFFRE D'AFFAIRES: 148,21 milliards de Fcfa

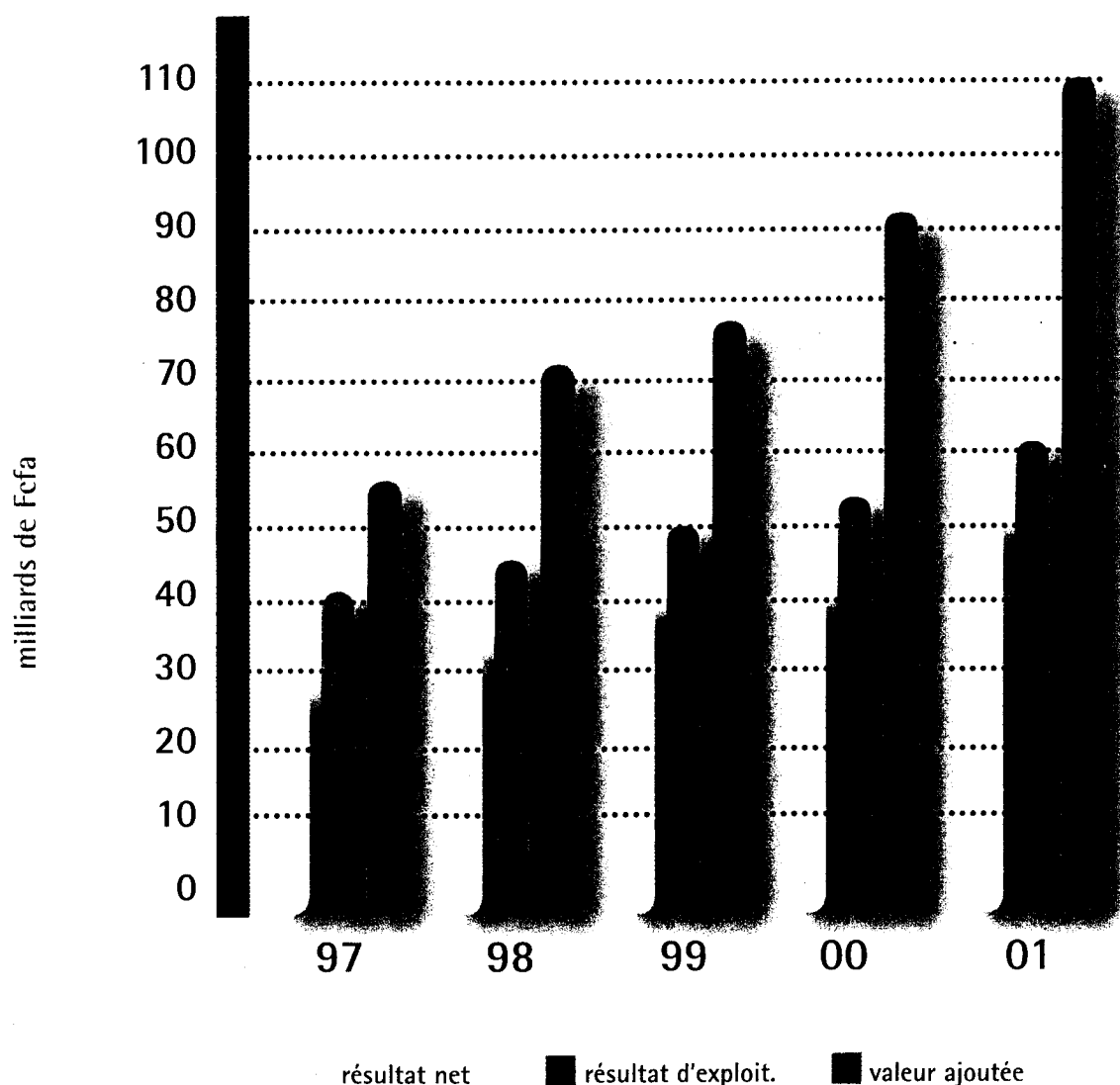
- Le chiffre d'affaires en 2001 est en hausse de 22,15 milliards de Fcfa soit près de 18% par rapport à 2000.
- En 1999 et 2000, la croissance a été respectivement de 14% et de 22%.
- Les balances de trafic représentent en moyenne 28% du chiffre d'affaires sur les 5 dernières années, 26,5% en 2000 et 27% en 2001.



DU GROUPE

RESULTATS: résultat net 47,45 milliards de Fcfa

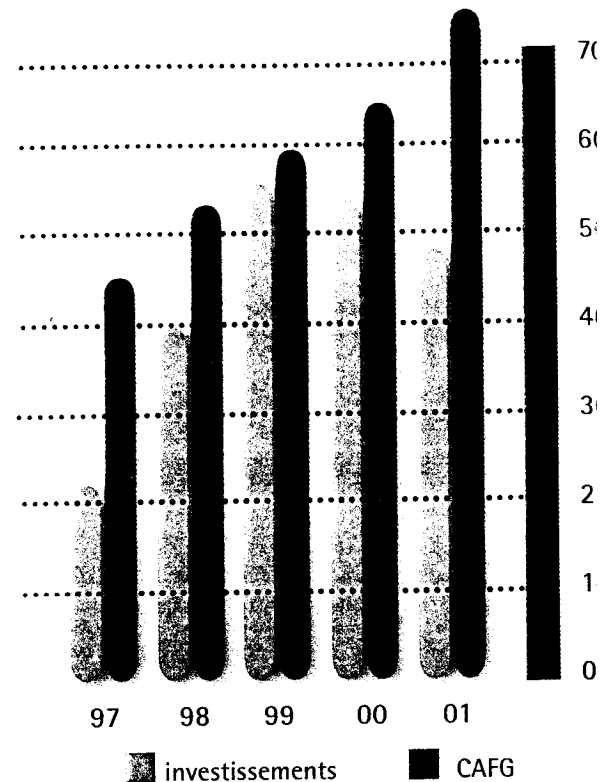
- Le résultat d'exploitation (62,39 milliards de Fcfa) a cru de 14,2% en 2001 et représente 42% du chiffre d'affaires.
- Le bénéfice net après impôts (47,45 milliards de Fcfa) progresse de près de 12% en 2001 et représente 32% du chiffre d'affaires.
- Le bénéfice net par action est de 4 745 Fcfa soit 23,73% du cours de l'action au 31/12/2001.
- Le Price Earning Ratio (PER = cours de l'action/bénéfice net par action) est de 4,21 en 2001.
- Le taux de retour sur capitaux engagés (ROCE) est de 16,8%.
- Pour un coût des capitaux propres supposé égal à 13%, la Valeur Economique Ajoutée (EVA) est de 2,5% des capitaux engagés, soit 6,03 milliards de Fcfa.



CHIFFRES CLES

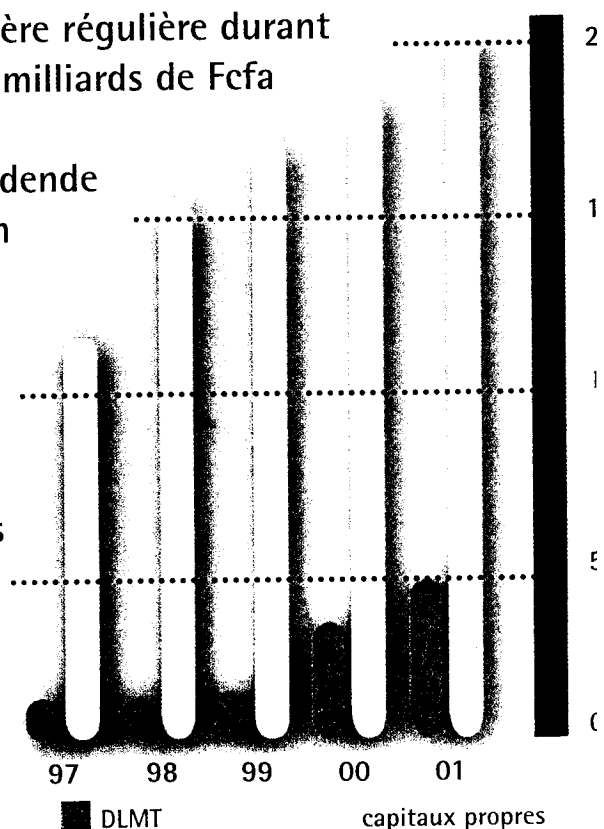
INVESTISSEMENTS ET CAFG

- Les dépenses d'investissement s'établissent à près de 48,5 milliards de Fcfa.
- 64% de la Capacité d'Autofinancement Globale (CAFG) de 75,7 milliards de Fcfa couvre la totalité des dépenses d'investissements en 2001.
- Les flux de trésorerie affectés au remboursement du principal de la dette se chiffrent à 3,84 milliards de Fcfa.



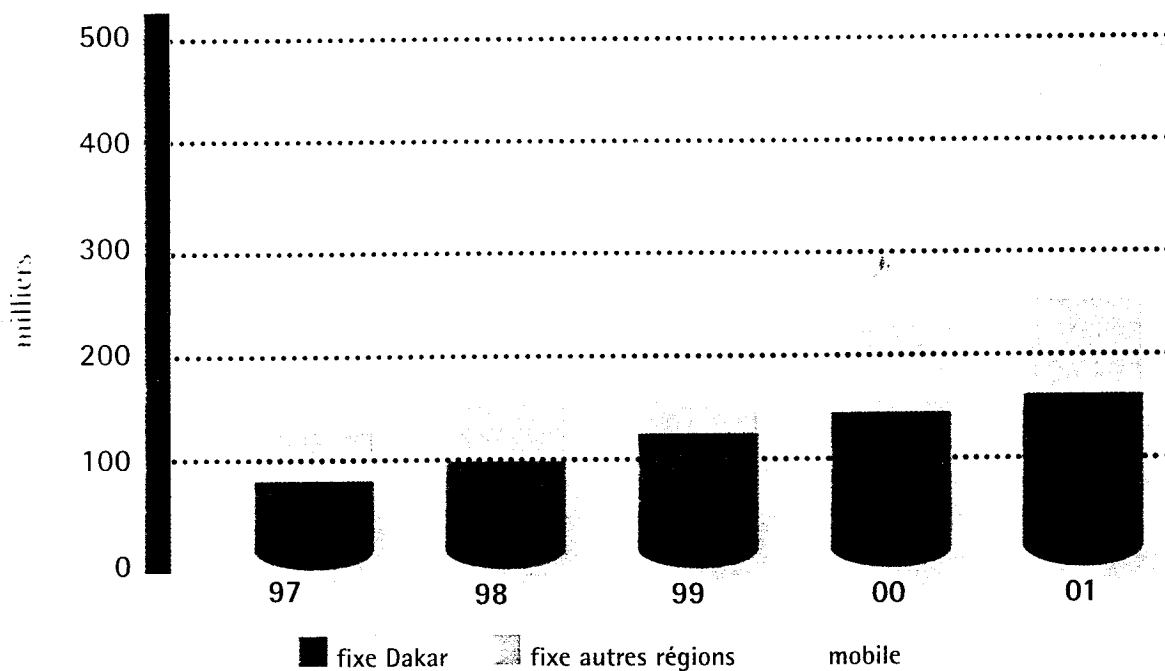
STRUCTURE FINANCIERE

- Les capitaux propres augmentent de manière régulière durant la période et se chiffrent, en 2001, à 203 milliards de Fcfa (avant affectation du résultat).
- Malgré la politique de distribution de dividende attractive depuis 4 ans et le maintien d'un niveau d'investissement compatible avec les objectifs de développement du réseau, la structure financière reste satisfaisante en 2001.
- Les dettes à Long et Moyen Terme (hors dette envers l'Etat de 3 281 millions de Fcfa destinée à financer les actions des salariés) soit 49,2 milliards de Fcfa représentent 24% des capitaux propres (avant affectation du résultat 2001).

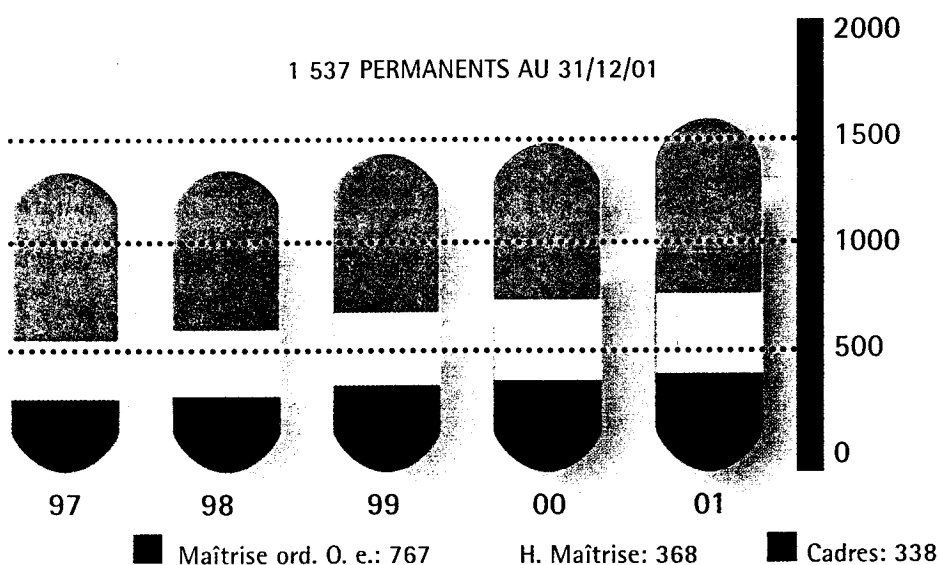


DU GROUPE

PARC DE LIGNES PRINCIPALES



- Le parc de Lignes Principales téléphoniques fixes a cru de près de 10% en 2001, passant à 228 000.
- Le nombre d'abonnements au Réseau mobile GSM "Alizé" a cru de 54%, passant à 301 082 au 31/12/01 soit 74% du marché du mobile.
- Les abonnés "prépaid" représentent 93% du parc mobile au 31/12/01.
- Le parc "fixe et mobile" a cru de 32% en 2001.

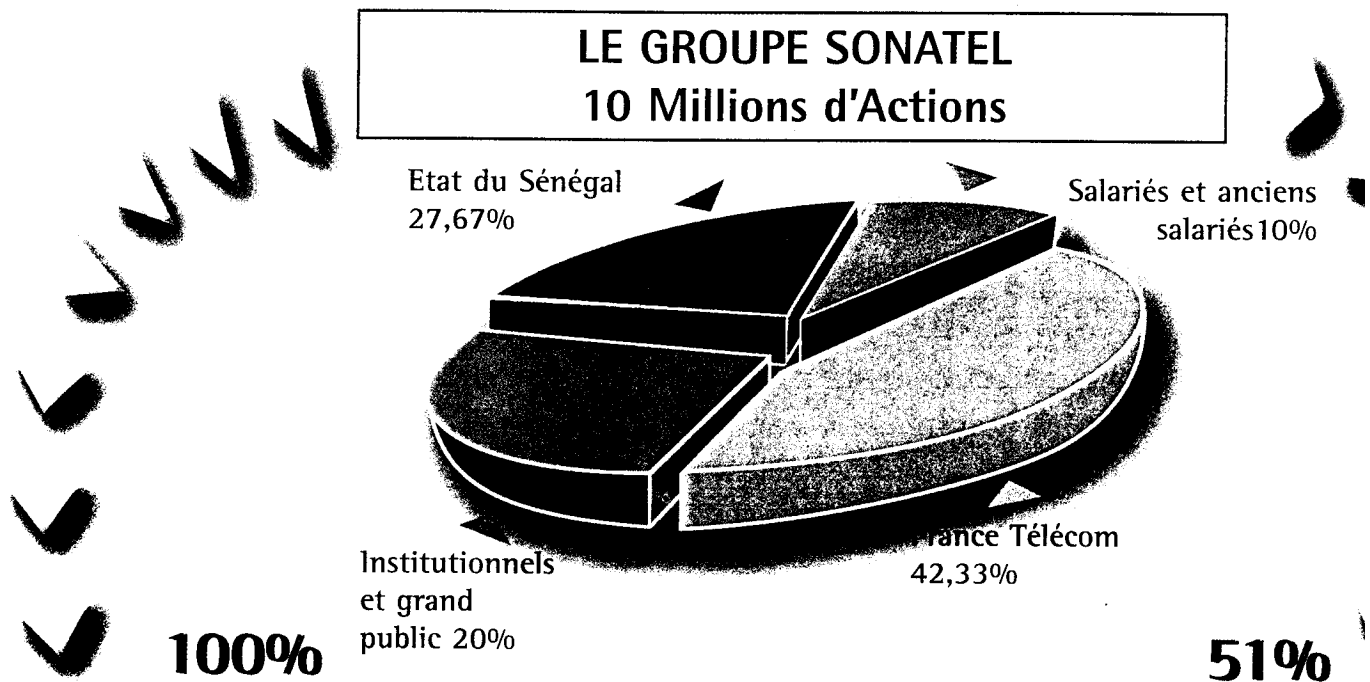


EFFECTIFS

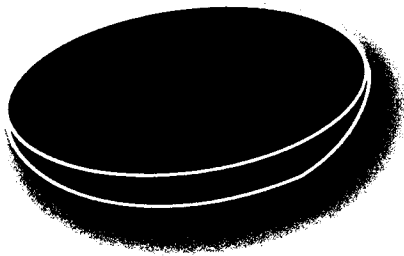
Compte tenu de la croissance de 10% du parc "fixe" et de 54% du "mobile", la productivité se situe à 344 lignes par agent en 2001 soit une amélioration de 26,5%

SONATEL EN BOURSE

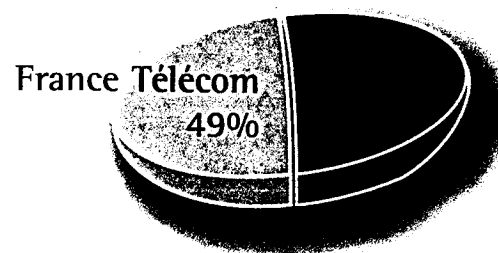
Rentabilité confirmée et création de valeur
La Sonatel est la première entreprise sénégalaise cotée en Bourse,
le premier opérateur Télécom Ouest Africain coté en Bourse et la première capitalisation boursière.



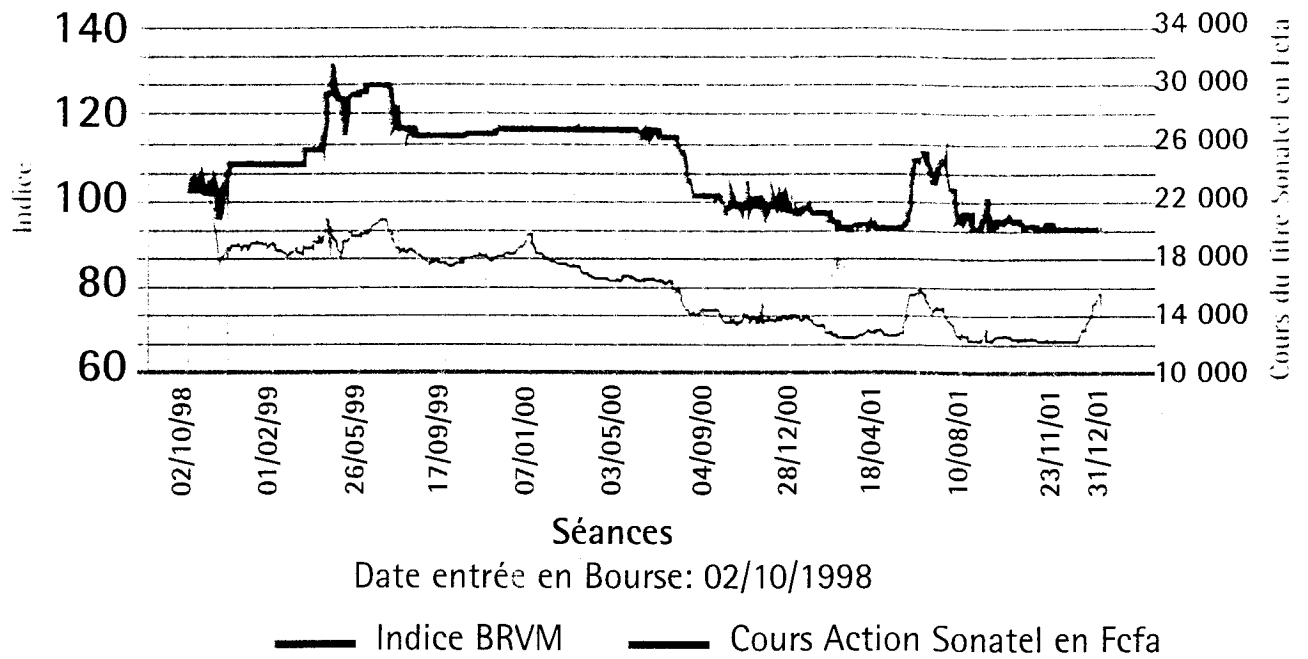
SONATEL Mobiles S.A.
9 Millions d'Actions



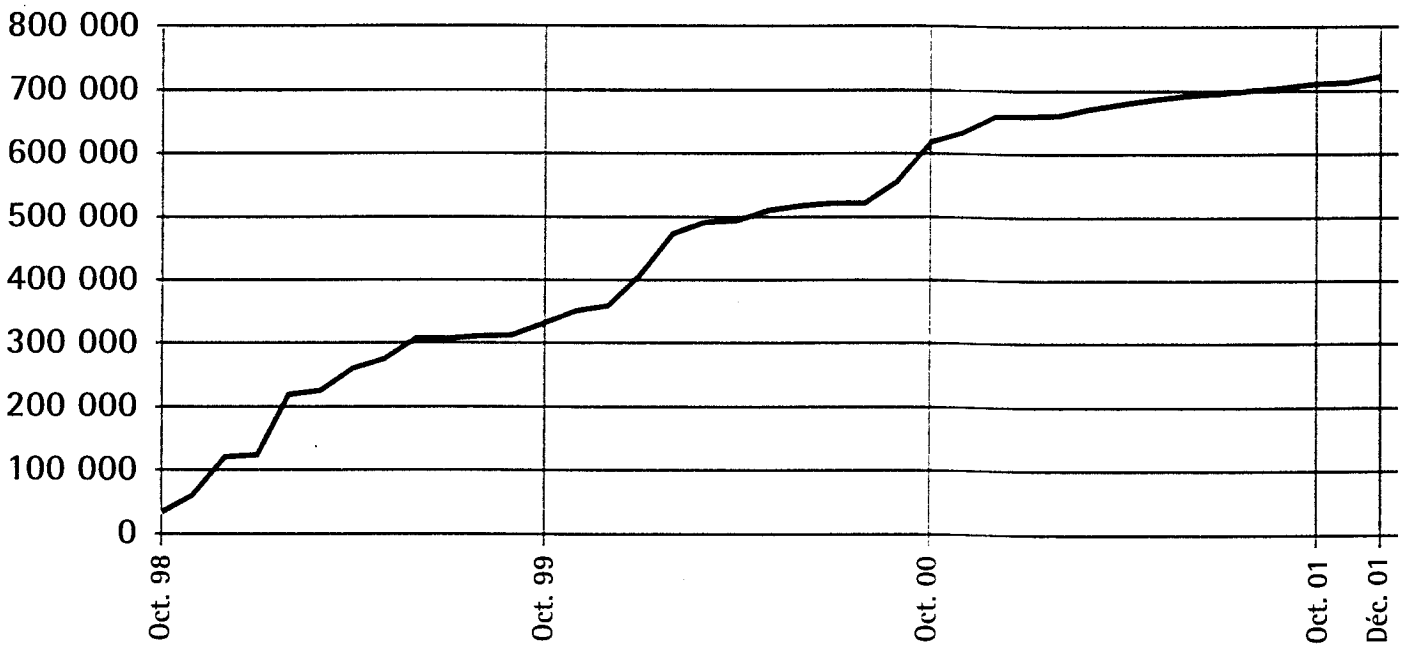
SONATEL Multimédia
1 000 Actions



EVOLUTION DU COURS DE L'ACTION SONATEL ET DE L'INDICE BRVM 10 (1998 - 2001)

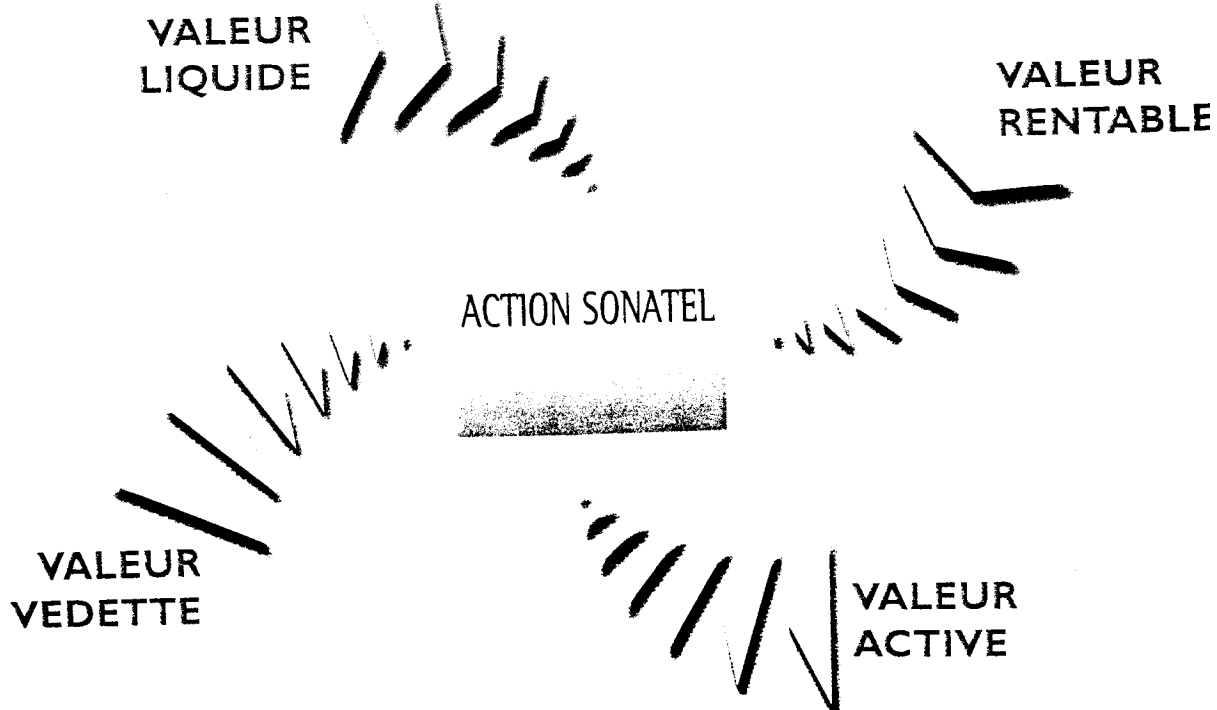


EVOLUTION CUMULEE DES TITRES ECHANGES DE 1998 A 2001





L'ACTION SONATEL: une valeur de référence
 La SONATEL reste la première capitalisation boursière de BRVM.
 Elle représente le 1/3 de l'indice BRVM 10 et près du quart
 de la capitalisation boursière BRVM composite.



REPORTAGE BORSIER DE LA BRVM à l'attention du Comité

milliards de Fcfa

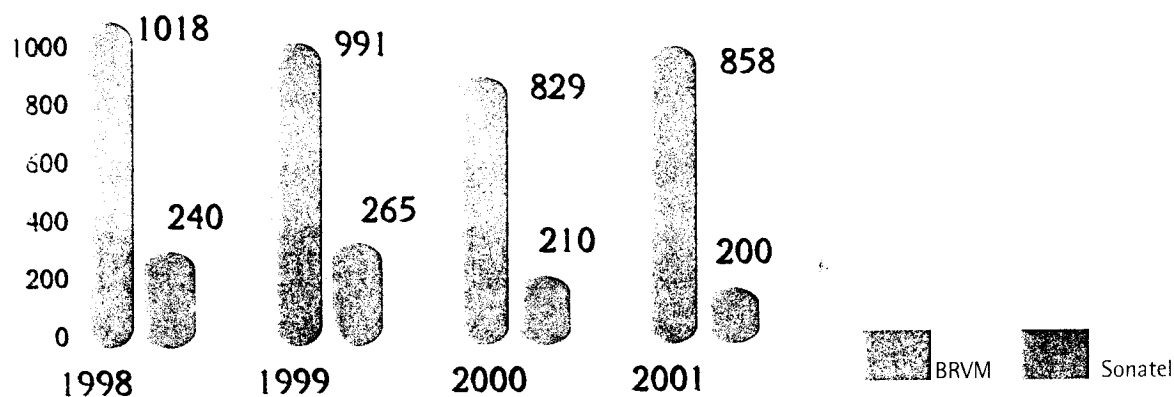


TABLEAU DE BORD DE L'ACTIONNAIRE

	1998	1999	2000	2001
Cours de l'action SONATEL				
• Plus haut	24 000	31 000	26 600	25 010
• Plus bas	20 350	24 000	21 000	19 800
Bénéfice net par action	3 624	4 078	4 252	4 745
Dividende net par action	2 034	2 340	2 610	2 610
Volume mensuel de titres échangés (en moyenne)	43 615	20 703	24 746	5 388
Indice				
Cours SONATEL	24 000	26 500	21 000	20 000
BRVM 10	94,61	97,08	77,27	84,11
BRVM composite	98,05	91,34	74,76	77,46

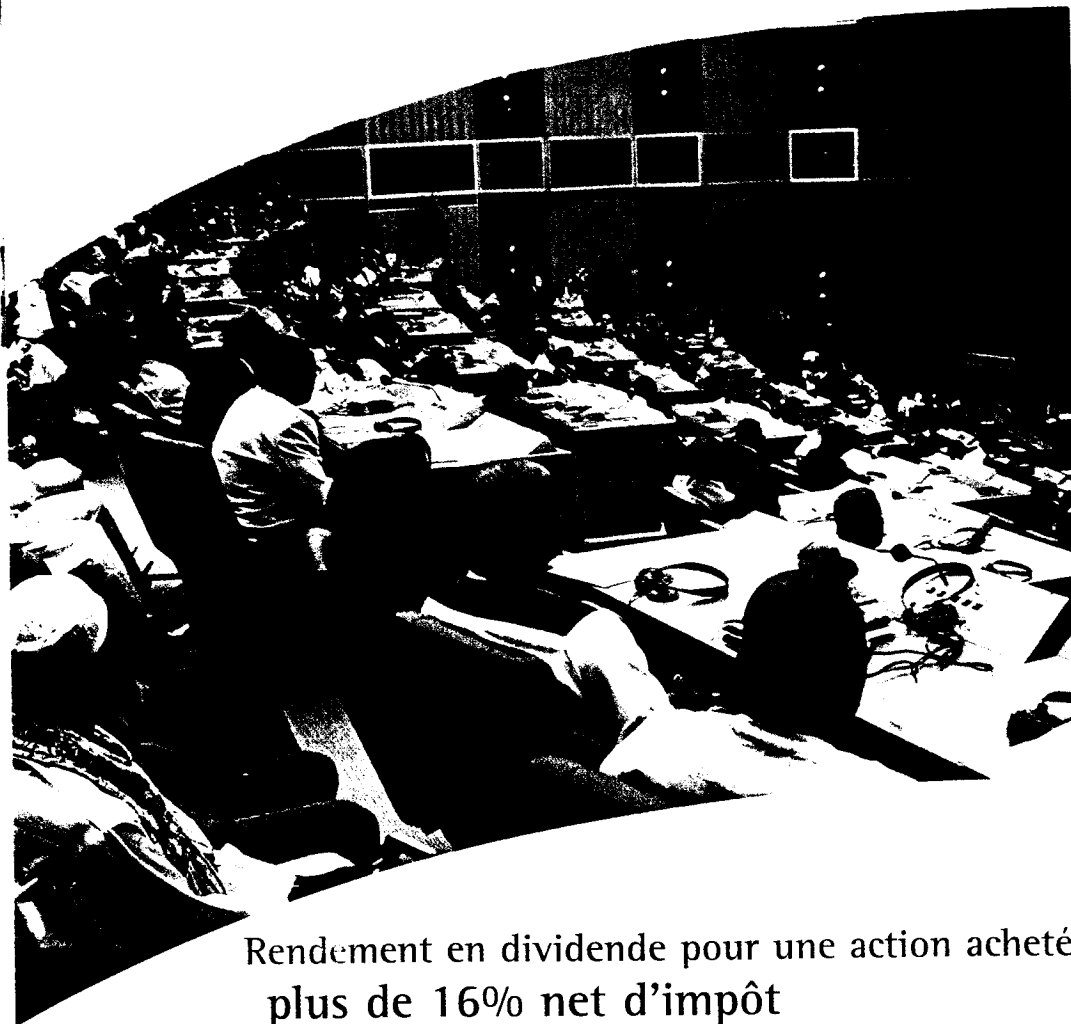
La baisse du cours de l'action Sonatel est de 4,7% en 2001 avec un Price Earning Ratio de 4,21.

Elle figure toujours en tête de liste parmi les cinq titres les plus actifs à la BRVM avec 64 659 titres échangés en 2001.



PREMIER CLUB D'ACTIONNAIRES AU SENEGAL

La rencontre annuelle du 3 Octobre 2001 a été un moment fort de dialogue et d'échange marqué par la confiance des actionnaires de plus en plus engagés et motivés. Le rendement moyen en dividende des actionnaires qui ont souscrit à l'OPV de Décembre 1997 reste élevé.



Rendement en dividende pour une action achetée à 17 500 Fcfa:
plus de 16% net d'impôt

Rendement en dividende pour une action achetée à 19 500 Fcfa:
plus de 13% net d'impôt

Principaux indicateurs de rentabilité et création de valeur

	1998	1999	2000	2001
	retraité (1)			
Retour sur capitaux engagés (%) Roce = $\frac{\text{Résultat d'exploitation après impôt théorique}}{\text{actif immobilisé} + \text{BFR}}$	20,88	19,37	16,79	16,82
Rentabilité des capitaux propres (%) (Résultat net/capitaux propres avant distribution dividende)	24,07	23,56	22,80	23,30
Price Earning Ratio PER = cours de l'action/bénéfice par action	6,3	6,5	4,94	4,21
Valeur Economique Ajoutée (EVA) (2) (en % des capitaux engagés)	10,8 GF (7,3)	10,5 GF (6,2)	11,1 GF (5,25)	6,03 GF (2,50)

- Maintien d'une bonne rentabilité grâce à une forte capacité bénéficiaire.
- Rentabilité des capitaux propres moyenne de 23,3% sur la période.
- Pour un coût des capitaux propres pris égal à 13%, la Valeur Economique Ajoutée (EVA) est de 6,03 milliards de Fcfa en 2001, soit 2,5% des capitaux engagés.

NB: (1) Retraitements de consolidation

$$(2) \text{ EVA (\%)} = \frac{\text{EVA}}{\text{CE}} = \frac{\text{RE} (1 - t) - \text{KCE}}{\text{CE}}$$

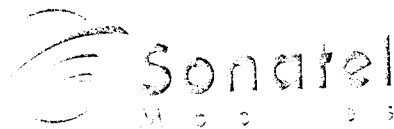
CE = Capitaux engagés = Actif Immobilisé + Besoin en fonds de roulement (BFR)

K = Coût moyen pondéré du Capital

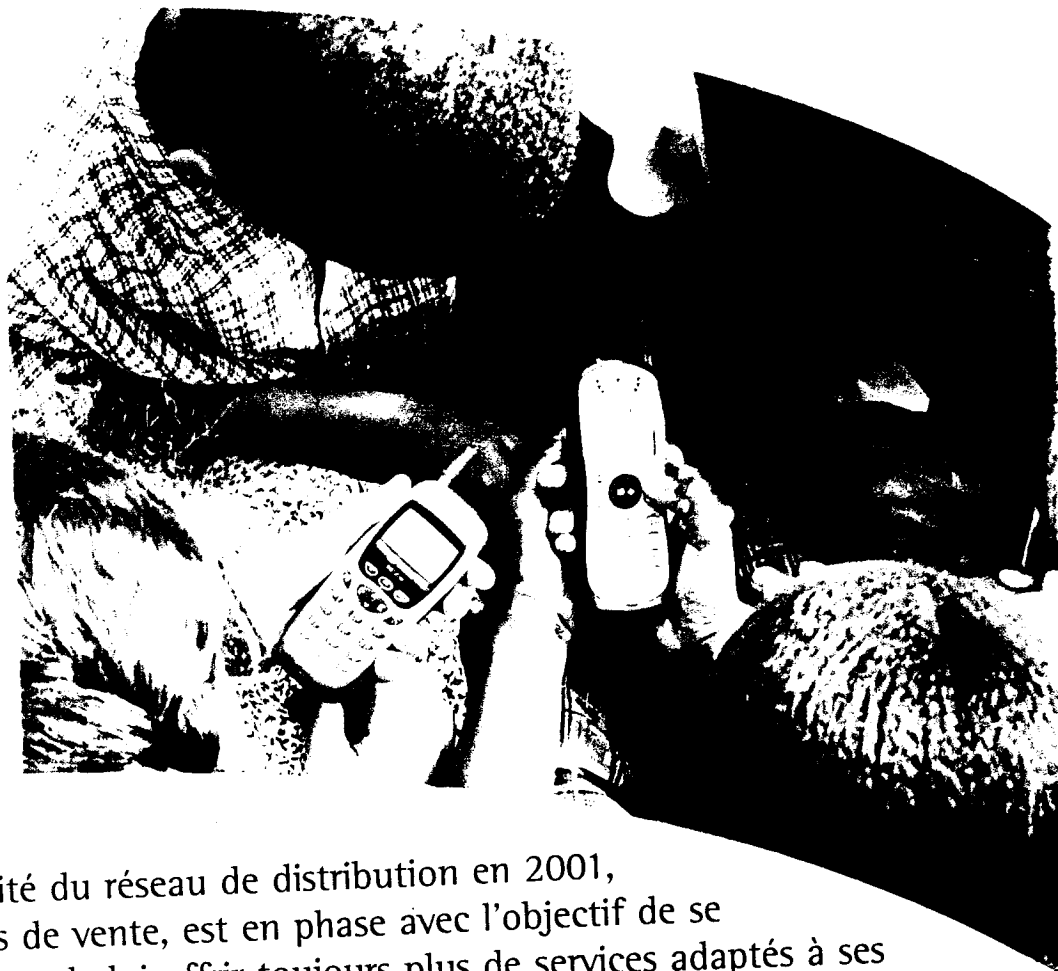
t = taux d'imposition sur le bénéfice

RE = Résultat d'exploitation

LES MOBILES



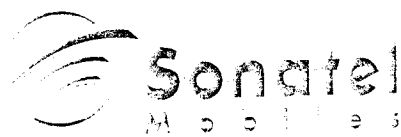
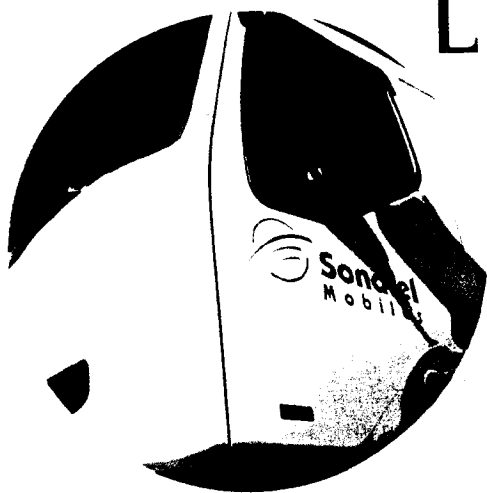
Malgré la libéralisation du marché, notre part de marché reste stable avec 76%. L'évolution importante de la clientèle est due à une offre de services élargie, basée sur l'extension du réseau de distribution des cartes prépayées, l'amélioration de la couverture territoriale et l'extension des accords de roaming. Ainsi, le chiffre d'affaires de Sonatel Mobiles s'établit à 32.6 milliards de Fcfa.



L'étendue et la densité du réseau de distribution en 2001, porté à 1 053 points de vente, est en phase avec l'objectif de se rapprocher du client et de lui offrir toujours plus de services adaptés à ses besoins.

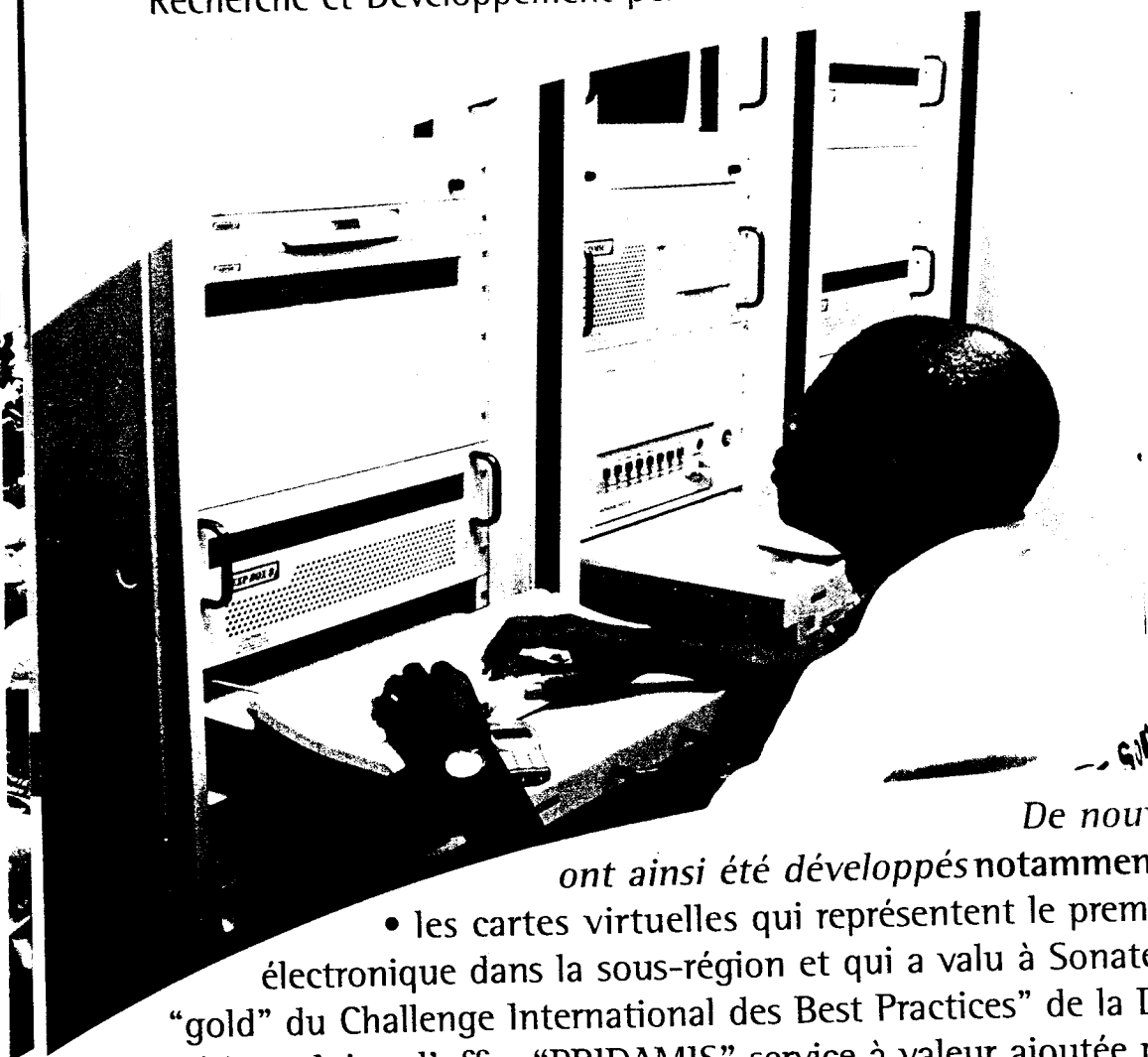
D'ailleurs la nouvelle signature de la marque Alizé « Vivez le meilleur du Mobile » traduit cette volonté de faciliter la vie grâce au téléphone mobile Alizé.

LES MOBILES



Un engagement résolu dans l'innovation

L'innovation, un des facteurs clés de la compétitivité de Sonatel Mobiles est le fruit de l'écoute attentive, de l'anticipation des besoins du client et d'une politique Recherche et Développement permanente.



De nouveaux services

ont ainsi été développés notamment:

- les cartes virtuelles qui représentent le premier projet de monnaie électronique dans la sous-région et qui a valu à Sonatel Mobiles le 1^{er} prix "gold" du Challenge International des Best Practices" de la Division Afrique-Amérique-Asie
- l'offre "PRIDAMIS" service à valeur ajoutée permettant au client de bénéficier d'une réduction de 15% sur les trois numéros Alizé les plus appelés
- un nouveau système de facturation clair et précis, permettant une transparence totale vis-à-vis du client.



INVESTISSEMENTS

Déploiement des infrastructures

Dans l'optique de service de qualité garantie, des investissements s'élevant à 12 milliards ont été réalisés pour faire face à la croissance du trafic et du nombre de clients.

Ces investissements, notamment l'installation d'un deuxième commutateur, se sont traduits par:

- un doublement de la capacité du réseau radio,

- l'accroissement de la capacité de la messagerie vocale ainsi portée à 500 000 clients,

- la hausse de la capacité de 150 000 abonnés, portant la capacité globale à 450 000 abonnés.



Sommaire

Note au lecteur - - - - -	51
Rapport du conseil d'administration à l'assemblée générale - - - - -	52
Introduction et synthèse - - - - -	52
Commentaire de gestion sur le groupe - - - - -	54
A- Compte de résultat résumé - - - - -	54
B- Trésorerie - - - - -	57
Etats financiers consolidés - - - - -	58
Annexe aux états financiers consolidés - - - - -	68
Etats financiers résumés - Sonatel SA - - - - -	72
Annexe aux états financiers résumés - Sonatel SA - - - - -	86
Rapport des commissaires aux comptes - - - - -	89
Projets de résolutions - - - - -	93

NOTE AU LECTEUR

Les données financières relatives aux années antérieures à 1998 ont été retraitées dans le présent rapport conformément aux prescriptions du Système Comptable Ouest Africain (SYSCOA) en vigueur depuis le 1er Janvier 1998 dans les pays de l'UEMOA.

Aussi, ces données peuvent différer de celles communiquées sous la même appellation dans les précédents rapports et documents publiés par la Sonatel.

L'activité "mobiles" qui était partie intégrante de Sonatel SA en 1998 a été filialisée en 1999. En conséquence, les données de 1998 ont subi des retraitements de consolidation pour les rendre comparables aux données consolidées de 1999, 2000 et 2001.

Le périmètre de consolidation pour le Groupe Sonatel englobe la "Sonatel SA" et la "Sonatel Mobiles" filiale à 100 % de Sonatel SA.

Le rapport du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale commente la gestion du groupe (comptes consolidés).

Les comptes de Sonatel SA en représentent en 2001, 97 % du total du bilan, 84 % du chiffre d'affaires, 90 % du bénéfice net part du Groupe.

L'évolution des comptes de Sonatel SA est déterminante dans celle des comptes consolidés.

RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION A L'ASSEMBLEE GENERALE

Introduction et synthèse

L'économie mondiale a connu en 2001 une croissance moyenne de 2,4% contre 4,7% en 2000⁽¹⁾.

Dans la zone UEMOA, le léger frémissement des économies constaté depuis la dévaluation du franc CFA en 1994 qui s'était confirmé et renforcé jusqu'en 1997 avait, pour la troisième année consécutive en 2000, connu un fléchissement passant de 3,2% en 1999 à 1,1% en 2000⁽²⁾ soit moins que le taux de croissance démographique estimé à 3%⁽²⁾.

En 2001, l'afflux de financements internationaux importants combiné à l'amélioration du climat politique dans la plupart des états membres devrait permettre une amélioration de la croissance qui passerait à 2,3%.

Au Sénégal, le taux de croissance du PIB réel a connu une légère amélioration et se situe à 5,7%⁽³⁾ contre 5,5% en 2000.

Le renforcement de la compétition entre opérateurs de télécommunication sur le plan international a accentué la baisse tendancielle des tarifs des communications internationales favorisant ainsi l'augmentation du trafic.

Sonatel a tiré profit de ses tarifs compétitifs pour consolider son positionnement de (hub) pour le trafic de la sous-région.

La concurrence avec le deuxième opérateur de radiotéléphone mobile GSM a favorisé le développement du marché.

Sonatel s'est préparé à la concurrence depuis quelques années et a réussi dans cet environnement à renforcer les quatre (4) piliers de sa stratégie: la croissance, le client, la rentabilité, la dynamique collective.

Malgré le ralentissement constaté de la croissance aussi bien pour le réseau "fixe" que pour le réseau "Mobile", la modernisation et l'extension du réseau de la Sonatel a favorisé le développement de l'utilisation des services de télécommunications.

Le parc de lignes principales téléphoniques fixes a cru de près de 11% en 2001 -contre 25% en 2000- passant ainsi à près de 228.000 lignes en fin d'année contre 23.000 lignes à la création de la Sonatel en 1985.

Le nombre d'abonnements au réseau mobile GSM "Alizé" après avoir été multiplié par plus de 2,6 en 2000 a augmenté de 54% dans l'année passant à près de 302.000 en fin d'année.

Il a dépassé le parc de lignes fixes dans les premiers mois de l'année 2001. Sept abonnés nouveaux sur dix ont choisi l'offre de Sonatel Mobiles permettant ainsi au Groupe de conserver 76% de part de marché en fin d'année.

En conséquence, le parc "fixe" et "mobile" du Groupe a cru de près de 32% en 2001 contre 68% en 2000.

Le chiffre d'affaires de la filiale "Sonatel Mobiles" est passé à 33,6 milliards de Fcfa en 2001 contre 22,9 milliards de Fcfa en 2000 soit une croissance de près de 47%.

Le trafic international au départ du réseau fixe est passé de près de 42 millions de minutes en 2000 à 58 millions de minutes en 2001 soit une croissance en valeur relative de 39%.

Le trafic international au départ du réseau mobile est passé de 9,7 millions de minutes en 2000 à 12,9 millions de minutes en 2001 soit une croissance en valeur relative de plus de 32%.

Au total le trafic international au départ de nos réseaux a connu une croissance en valeur relative de près de 38% en 2001 contre 25% en 2000, 15% en 1999 et 1998, 14% en 1997, 22% en 1996, 12% en 1995 et 1994 et moins de 1% en 1993.

RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION A L'ASSEMBLEE GENERALE

Le trafic téléphonique facturé au départ du réseau fixe -composante essentielle de notre chiffre d'affaires- a augmenté de près de 6 milliards de Fcfa soit près de 10% en valeur relative malgré la baisse de 1,1 milliards de Fcfa (-7%) du chiffre d'affaires du trafic international départ consécutive aux baisses de tarifs (-8% en moyenne en mai 2001 et effet pleine année de la baisse de -36% en moyenne en Juin 2000).

Les trois moteurs de cette croissance du trafic domestique du réseau fixe sont les "mobiles" (76%), Internet et le trafic local et national suite à la forte croissance du parc.

Dans le même temps, le trafic international "arrivée" est passé de 133 millions de minutes en 2000 à 167 millions de minutes en 2001 soit une croissance en valeur relative de près de 26% contre 20% en 2000 et 19% en 1999 et 6,4% en 1996 alors qu'il avait stagné en 1995.

Le solde des balances de trafic téléphone a augmenté en 2001 de 6,21 milliards de Fcfa soit 18,6%. Le solde des balances téléphone -net des balances négatives- a augmenté de 3,77 milliards de Fcfa soit 13,5%, malgré les baisses succes-

sives de -17% en Janvier et -20% en Octobre, de la taxe de répartition moyenne exprimée en Fcfa.

La baisse de la taxe de répartition résulte soit d'accords bilatéraux avec chaque opérateur étranger soit du choix pour ce dernier, de transiter par des chemins moins chers pour l'acheminement de son trafic vers le Sénégal.

L'effet combiné de la croissance du trafic domestique tirée par les mobiles -6,6 milliards de Fcfa-, de la croissance de 6,9 milliards de Fcfa du chiffre d'affaires contributif du réseau mobile GSM "Alizé", de la croissance de 6,21 milliards de Fcfa du solde des balances internationales positives et d'une croissance de 1,7 milliard de Fcfa du chiffre d'affaires abonnement téléphone fixe consécutive à la croissance du parc explique pour l'essentiel la croissance de près de 18% (22,15 milliards de Fcfa) du chiffre d'affaires en 2001 contre 22% (22,6 milliards de Fcfa) en 2000.

La valeur ajoutée d'exploitation a cru de près de 16% passant à 108.913 millions de Fcfa contre 94.109 millions de Fcfa en 2000.

Le résultat d'exploitation a cru de près de 14,25% (contre 8,6% en 2000) passant à 62.392 millions de

Fcfa contre 54.612 millions de Fcfa en 2000.

- Le bénéfice net part du Groupe a cru de près de 11,6% passant à 47.451 millions de Fcfa contre 42.521 millions de Fcfa en 2000.

Le Conseil d'Administration propose à l'Assemblée Générale la distribution d'un dividende brut total par action de Fcfa 2.900 soit le même que celui de l'année précédente. Le total de ces dividendes bruts est de 29 milliards de Fcfa soit 61% du bénéfice net consolidé part du Groupe.

Depuis quelques années, la Sonatel se prépare à l'ouverture totale prévue du marché sénégalais des télécommunications à la concurrence.

Dans ce cadre, Sonatel avait déjà inscrit la croissance externe -dans les marchés de la sous-région- comme un relais de sa croissance.

Ainsi, avec l'appui de France telecom, Sonatel a soumissionné pour l'acquisition de l'opérateur historique du Niger ainsi que pour l'acquisition d'une licence d'opérateur de télécommunications (fixe, mobiles, Internet) au Mali.

(1): Source: F.M.I. World Economic Outlook - Déc. 2001

(2): Source: Commission Economique de l'UEMOA

(3): Source: Direction de la Statistique (MEFP): estimation

COMMENTAIRES DE GESTION SUR LE GROUPE

COMPTE DE RESULTAT RESUME

Les éléments caractéristiques de la situation financière du Groupe ainsi que leur évolution par rapport à 2000 sont résumés ainsi qu'il suit.

A- Compte de résultat résumé

(en millions de Fcfa)

Libellé	Exercice 2000	Exercice 2001	variation (%)
Chiffre d'affaires	126 065	148 213	18
Autres produits d'exploitation	1 708	4 497	163
Production de l'exercice	127 774	152 710	20
Achats consommés	8 380	12 773	52
Services extérieurs et autres consommations	25 285	31 024	23
Consommation de l'exercice	33 665	43 797	30
Valeur ajoutée d'exploitation	94 109	108 913	16
Charges de personnel	16 736	17 416	4
Excédent brut d'exploitation	77 373	91 496	18
Dotation aux amortissements et provisions	24 021	30 994	29
Reprises de provisions	1 261	1 890	50
Résultat d'exploitation	54 613	62 392	14
Résultat financier	32	- 990	
Résultat des activités ordinaires	54 645	61 403	12
Résultat HAO	-108	-62	-43
Impôts exigibles sur le résultat	13 671	16 659	22
Impôts différés	1 655	2 769	67
Résultat net de l'ensemble consolidé	42 521	47 451	12
Résultat net part du Groupe	42 521	47 451	12

COMMENTAIRES DE GESTION SUR LE GROUPE

COMPTE DE RESULTAT RESUME

I- Chiffre d'Affaires

Le chiffre d'affaires en 2001 est en hausse de 22,15 milliards de Fcfa soit près de 18% par rapport à 2000. Cette hausse s'explique essentiellement par:

- Une augmentation nette de 5,92 milliards de Fcfa du chiffre d'affaires du trafic au départ du réseau fixe (+7 milliards de Fcfa sur le chiffre d'affaires du trafic domestique et -1,1 milliard de Fcfa sur le chiffre d'affaires du trafic international départ suite aux baisses de tarifs). Près de 76% de cette hausse provient du trafic vers les mobiles.
- Une augmentation de 6,9 milliards de Fcfa du chiffre d'affaires contributif de l'activité téléphonie mobile.
- Une augmentation de 6,21 milliards de Fcfa du chiffre d'affaires des balances de trafic international consécutive à une croissance du volume de trafic international entrant de 26%.
- Une augmentation de 1,76 milliard de Fcfa du chiffre d'affaires abonnement téléphone fixe consécutive à une croissance de près de 11% du parc fixe.
- Une augmentation de 0,75 milliard de Fcfa du chiffre d'affaires des liaisons louées consécutive au développement du marché Internet et Données malgré une baisse des

tarifs liaisons louées Internet de 20% à 40%.

II- Charges d'Exploitation

Les charges d'exploitation en 2001 augmentent de 17,15 milliards de Fcfa soit 23,4% par rapport à 2000. Cette hausse s'explique essentiellement comme suit:

a) Charges de fonctionnement et de maintenance

La forte croissance de l'activité domestique et internationale combinée à l'environnement concurrentiel pour le "mobile" expliquent la hausse de ces charges de 7,4 milliards Fcfa essentiellement constituée par:

- 2,44 milliards de Fcfa au titre des balances de trafic sortantes correspondant à du trafic international nouveau que la Sonatel a réussi à faire acheminer via son réseau. Ce trafic a un effet positif sur la croissance des recettes de balance de trafic international.
- 1,44 milliard de Fcfa au titre des charges d'interconnexion avec le concurrent sur le "mobile" pour le trafic vers son réseau.
- 813 millions de Fcfa au titre de l'entretien des câbles sous-marins suite à la mise en service du nouveau câble sous-marin "Atlantis II".
- 681 millions de Fcfa au titre des

redevances pour la licence GSM du fait de l'utilisation d'un nombre plus élevé de fréquences.

- 610 millions de Fcfa au titre des achats de cartes téléphoniques pour terminaux mobiles consécutive à la forte croissance du nombre d'abonnés.
- 535 millions de Fcfa au titre du Management Fee du fait de la croissance du résultat des activités ordinaires.
- 305 millions de Fcfa au titre des consommations d'électricité du fait de l'extension du réseau (équipements et Agences Commerciales).
- 228 millions de Fcfa au titre de la location de circuits du fait d'une activité plus importante ayant entraîné la location de circuits additionnels.

b) Autres charges

La hausse des autres charges de 2,73 milliards de Fcfa provient de l'effet combiné d'une baisse des charges provisionnées pour risques à court terme (680 millions de Fcfa) et de la comptabilisation en perte de 3.417 millions de Fcfa de créances âgées de plus de 5 ans et déjà provisionnées dans le passé. Toutes les créances clients privés supérieures à 1 an ont été provisionnées à 100% pour Sonatel SA, la même règle s'applique chez Sonatel Mobiles dès que la créance est supérieure à 90 jours.

COMMENTAIRES DE GESTION SUR LE GROUPE

COMPTE DE RESULTAT RESUME

Malgré cela, le montant des provisions pour créances clients douteuses n'augmentent que de 4,9% et représente 2,63% du Chiffre d'Affaires consolidé contre 2,95% en 2000.

La hausse des charges de personnel est de 680 millions de Fcfa soit 4%. La provision pour indemnités de départ à la retraite a été passée en compte de dotation de provisions conformément au SYSCOA pour un montant de 434 millions de Fcfa. Compte tenu de ce retraitement, la hausse des charges de personnel serait de 1 876 millions de Fcfa soit 13,5% (1 416 millions de Fcfa pour Sonatel S.A. soit 9,7% et 460 millions de Fcfa pour Sonatel Mobiles soit 48% du fait de la croissance des effectifs). Cette croissance s'explique essentiellement par:

- L'augmentation des effectifs de 4,34% (+64 agents).
- Les avancements et promotions annuels.
- L'abondement pour le Fonds Commun de placement des salariés (250 millions de Fcfa).

d) Dotations aux Amortissements

La hausse de 3 milliards de Fcfa s'explique par les mises en service qui ont eu lieu au cours des années 2000 et 2001 au titre des réseaux d'accès dans le cadre du Plan

d'Equipement, du câble sous-marin Atlantis II, de la commutation ainsi que des bâtiments des nouvelles agences commerciales.

Les dotations aux provisions augmentent de 3,6 milliards de Fcfa par rapport à 2000 et sont essentiellement constituées par la provision pour retraite ainsi que des provisions pour litige et risques divers à l'égard de tiers.

III- Le Résultat d'Exploitation

Le résultat d'exploitation en 2001 augmente de 7,78 milliards de Fcfa soit 14,25% contre 8,6% en 2000 du fait de l'augmentation du chiffre d'affaires plus forte en valeur absolue que celle des charges d'exploitation.

IV-Résultat Financier

Les produits financiers sont en léger retrait par rapport à l'année 2000 (-0,7%) et s'établissent à 2,76 milliards de Fcfa en 2001 malgré l'importance des investissements et des dividendes payés en 2001.

Les charges financières augmentent de 818 millions de Fcfa du fait de l'effet pleine année de nouvelles dettes contractées (17 milliards de

Fcfa au courant de l'année 2000 et de 14 milliards de Fcfa en 2001). Le résultat financier est de - 990 millions de Fcfa, soit 0,66% du Chiffre d'Affaires.

V- Impôt sur les Sociétés

Les impôts différés correspondent à la différence entre l'effet Impôt sur les Sociétés (IS) des réintégrations fiscales et celui des déductions fiscales (en dehors de la déduction pour investissement).

Les impôts différés augmentent de plus de 1,1 milliard de Fcfa du fait essentiellement de l'augmentation des provisions réintégrées (prime de croissance, retraite).

Le taux réel d'imposition à l'impôt sur les sociétés est de 22,6% en 2001 au lieu de 35% grâce à la réduction de 21,3 milliards de Fcfa de l'assiette imposable consécutive à la déduction pour investissements pour 19,16 milliards de Fcfa et à la dotation aux provisions pour renouvellement de l'outillage et du matériel (PROM) pour 2,1' milliards de Fcfa.

COMMENTAIRES DE GESTION SUR LE GROUPE

COMPTE DE RESULTAT RESUME

A- Bénéfice net part du Groupe

Le bénéfice net part du Groupe passe de 42,52 milliards de Fcfa en 2000 à 47,45 milliards de Fcfa en 2001 soit un hausse de 4,93 milliards de Fcfa (11,6%).

B- Trésorerie

Le Cash flow affecté aux investissements est de 48,5 milliards de Fcfa. Ces investissements sont, comme en 2000, consacrés essentiellement à l'extension des réseaux d'accès (Plan d'Équipement et centraux de commutation), au développement du réseau "mobile", à notre participation aux projets de câbles sous-marins internationaux, au nouveau système d'information commerciale, à la desserte d'une centaine de localités rurales et à la réalisation de nouvelles agences commerciales.

Le cash flow affecté aux remboursements d'emprunts est de 3,84 milliards de Fcfa correspondant aux emprunts auprès de la Banque Européenne d'Investissement (BEI) (contracté en 1992), de l'Agence Française de Développement (AFD) (contracté en 1994) et de l'État du Sénégal (contracté en 1997 et prêté au personnel pour l'acquisition de 10 % du Capital).

Le besoin de financement d'exploitation a diminué de 1,4 milliard de Fcfa suite essentiellement à l'augmentation des stocks et des créances sur les clients et les opérateurs étrangers plus faible que l'augmentation des dettes circulantes en 2001.

La capacité d'autofinancement globale en 2001 est de 75,7 milliards de Fcfa en hausse de plus de 17%.

Les emprunts contractés en 2001 de 14 milliards de Fcfa (dont 10 milliards de Fcfa auprès de France Telecom) ajoutés à l'augmentation de dépôt de garantie de 1,8 milliard de Fcfa et à une augmentation de la trésorerie d'exploitation de 16,8 milliards de Fcfa ont permis le paiement d'un dividende de 29 milliards de Fcfa avec un excédent de trésorerie en fin d'année de 27,5 milliards de Fcfa soit près de 2,3 mois de chiffre d'affaires consolidé.

Les dettes financières à long terme (hors dette État pour les actions du personnel) ne représentent que 24,18% des fonds propres (avant affectation du résultat 2001).

ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

BILAN AU 31 DECEMBRE 2001

(en millions de Fcfa)

Actif	Brut	Amortissements Provisions	2001 net	2000 net
Actif immobilisé				
Charges immobilisées	1 287		1 287	1 877
Immobilisations incorporelles	10 020	1 992	8 028	2 940
Ecart d'acquisition	1 672	0	1 672	1 673
Autres immobilisations incorporelles	8 348	1 992	6 356	1 267
Immobilisations corporelles	365 775	167 727	198 048	182 890
Avances et acomptes versés sur immobilisations	6 854		6 854	6 613
Immobilisations financières	15 473	957	14 516	14 319
Impôts différés	2 770	0	2 770	1 656
Titres mis en équivalence	0	0	0	
Participations et créances rattachées	3 099	950	2 149	2 144
Prêts et autres immobilisations financières	9 604	7	9 597	10 519
Total (I)	399 406	170 676	228 733	208 639
Actif circulant				
Stocks	6 783	606	6 177	3 670
Créances et emplois assimilés	112 139	24 393	87 746	80 846
Clients	60 943	20 041	40 902	35 347
Autres créances	51 196	4 352	46 844	45 499
Total (II)	118 922	24 999	93 923	84 516
Trésorerie-actif	Total (III)	32 606	1 681	30 925
Total actif	550 937	197 356	353 581	308 911

ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE AU 31 DECEMBRE 2001

(en millions de Fcfa)

Libellé	2001 net	2000 net
Chiffre d'affaires	148 213	126 066
Production stockée	0	
Production immobilisée	0	
Autres produits d'exploitation	4 497	1 708
1• Production de l'exercice	152 710	127 774
Achats consommés	12 774	8 380
Services extérieurs et autres consommations	31 024	25 285
2• Consommation de l'exercice	43 798	33 665
Valeur ajoutée d'exploitation	108 912	94 109
Charges de personnel	17 416	16 736
Excédent brut d'exploitation	91 496	77 373
Dotations aux amortissements et aux provisions	30 994	24 021
Reprises de provisions	1 890	1 260
Résultat d'exploitation	62 392	54 612
Produits financiers	2 762	2 967
Charges financières	3 752	2 935
Résultat des activités ordinaires	61 402	54 644
Résultat HAO	-62	-108
Résultat avant impôts	61 340	54 536
Impôts exigibles sur résultats	16 659	13 671
Impôts différés	2 770	1 656
Résultat net des entreprises intégrées	47 451	42 521
Part dans les résultats nets des entreprises mises en équivalence	0	
Résultat net de l'ensemble consolidé	47 451	42 521
Part des minoritaires		
Part de l'entreprise consolidante	47 751	42 521

ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

TABLEAU FINANCIER DES RESSOURCES ET DES EMPLOIS CONSOLIDE

1^{ère} partie: Détermination des soldes financiers de l'exercice 2001

CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT GLOBALE (CAFG)

(en millions de Fcfa)

	montant		montant
		E.B.E	91 496
Frais financiers	2 730	Transfert de charges d'exploitation	1 890
Perte de change	591	Revenus financiers	2 475
Charges H.A.O	335	Transferts de charges financières	6
Participation		Gains de change	220
Impôt sur le résultat	16 659	Produits H.A.O	0
		Transfert de charges H.A.O	
Total (I)	20 316	Total (II)	96 087
CAFG: Total (II) - Total (I)	75 771		

AUTOFINANCEMENT (AF)

(en millions de Fcfa)

Dividendes distribués dans l'exercice	29 000
AF = CAFG - dist div dans l'exo	46 771

VARIATION DU BESOIN DE FINANCEMENT D'EXPLOITATION (BFE)

Var. BFE = Var. stocks + Var. créances + Var. dettes circulantes

(en millions de Fcfa)

Variation des stocks N - (N-I)	emplois (augmentation +)	ressources (diminution -)
Marchandises		
Matières premières	2 632	
En-cours		126
Produits fabriqués		
	2 632	126
(A) Variation globale nette des stocks	2 507	

ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

TABEAU FINANCIER DES RESSOURCES ET DES EMPLOIS CONSOLIDE

1^{ère} partie: Détermination des soldes financiers de l'exercice 2001
(suite)

VARIATION DES CREANCES

(en millions de Fcfa)

<i>Variation des créances</i>	emplois (augmentation +)	ressources (diminution -)
Fournisseurs, avances versées		416
Clients	6 482	
Autres créances	1 807	
Ecart de conversion - ACTIF		305
Total	8 288	722
(B) Variation globale nette des créances	7 567	

VARIATION DES DETTES

(en millions de Fcfa)

<i>Variation des dettes</i>	emplois (augmentation +)	ressources (diminution -)
Clients, avances reçues		2 228
Fournisseurs d'exploitation		1 268
Dettes fiscales		442
Dettes sociales		7 182
Autres dettes		816
Ecart de conversion - PASSIF		
Risques provisionnés	432	
Total	432	11 937
(C) Variation globale nette de dettes circulantes		11 505

VARIATION DU BFE = A + B - C

(en millions de Fcfa)

- 1 432

EXCEDENT DE TRESORERIE D'EXPLOITATION (ETE)

ETE = EBE - Variation BFE - Production Immobilisée

(en millions de Fcfa)

	2001	2000
EBE	91 496	77 373
- variation du BFE	1 432	- 14 954
- production immobilisée		
ETE	92 928	62 419

ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

TABLEAU FINANCIER DES RESSOURCES ET DES EMPLOIS CONSOLIDE

2^{ème} partie

(en millions de Fcfa)

	Exercice 2001		Exercice 2000
	emplois	ressources	E- ; R+
I- investissements et désinvestissements			
Charges immobilisées (augmentations dans l'exercice)	110		296
Croissance interne			
Acquisitions / cessions d'immobilisations incorporelles	5 318		-675
Acquisitions / cessions d'immobilisations corporelles	36 798	51	- 53 022
Croissance externe			
Acquisitions / cessions d'immobilisations financières	6 403	2 395	- 616
Investissement total	48 629	2 446	-54 017
II- variation du besoin de financement d'exploitation	- 1 432		- 14 954
A- Emplois économiques a financer	47 198	2 446	- 68 971
III- Emplois / ressources (B.F ; H.A.O)		926	1 794
IV- Emplois financiers contraints			
Remboursement (selon échéancier) des emprunts et des dettes financières	3 839		- 2 113
B- Emplois totaux a financer	51 036	3 372	- 69 290
V- Financement interne			
Dividendes (emplois) / CAFG (ressources)	29 000	75 771	36 158
VI- Financement par les capitaux propres			
Augmentation du capital par apports nouveaux			
Subvention d'investissement		25	
Prélèvement sur le capital			

ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

TABLEAU FINANCIER DES RESSOURCES ET DES EMPLOIS CONSOLIDE

2^{ème} partie (suite)

(en millions de Fcfa)

	Exercice 2001		Exercice 2000
	emplois	ressources	E- ; R+
VII- Financement par de nouveaux emprunts			
Emprunts		17 742	17 000
Autres dettes financières			2 959
C- Ressources nettes de financement	29 000	93 538	56 117
D- Excédent ou insuffisance de ressource de financement (C-B)	16 873		- 13 173
VIII- Variation de la trésorerie			
Trésorerie nette			
à la clôture de l'exercice + ou -	27 553		10 680
à l'ouverture de l'exercice + ou -	10 680		23 853
Variation trésorerie (+ si emploi; - si ressource)	16 873		- 13 173

Contrôle (à partir des masses du bilan N et N-1)	31/12/01		31/12/00
	emplois	ressources	
Variation du fonds de roulement (F.D.R)			
FDR (N) - FDR (N-1)		15 306	724
Variation du BFG			
BFG (N) - BFG (N-1)		1 567	- 13 897
Variation de la trésorerie (T)			
T (N) - T (N-1)	16 873		- 13 173
Total	16 873	16 873	

ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

TABLEAU DE VARIATION DE CAPITAUX PROPRES

(en millions de Fcfa)

	Solde initial avant répartition	Capital social				Autres postes		Virements Compte à Compte	Solde Final après Répartition
		apports en nature	apports en numéraires	incorporat. de réserves	diminution	augmentation	diminution		
Capital	50 000							50 000	
Primes d'émission, fusion, apport								0	
Ecart de réévaluation								0	
Réserve légale	10 000							10 000	
Réserves statutaires et contractuelles								0	
Autres réserves	83 945						12 245	96 190	
Report à nouveau								0	
Résultat exercice précédent en instance d'affectation	42 521					- 29 000	- 13 521	0	
Résultat de l'exercice	0					47 451		47 451	
Subventions d'investissement	0							0	
Provisions réglementées	0							0	
Total	186 466	0	0	0	0	47 451	- 1 276	203 641	

TABLEAU DE VARIATION ET DETAIL DES DETTES CONSOLIDEES

(en millions de Fcfa)

	Solde début exercice	Dettes contractées		Ecarts conversion N et S	Solde fin exercice	Sureté réelle donnée en garantie sur les dettes
		remboursement	incorporation au capital			
Emprunts obligataires convertibles						
Autres emprunts obligataires						
Emprunts et dettes établissements de crédit	24 257	15 000	2 051		37 206	
Emprunts et dettes financières diverses	14 361	2 742	1 788		15 315	
Total	38 618	17 742	3 839	0	52 521	

ETAT DES ENGAGEMENTS FINANCIERS HORS BILAN

	Engagements	
	donnés	reçus
Engagements de garantie		
Assortis de suretés réelles		
Autres engagements de garantie	4 366	25 493
Engagements réciproques		
En matière de crédit-bail		
Commandes fermes		

ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

TABEAU DE VENTILATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES

(en millions de Fcfa)

	Exercice 2001		Exercice 2000	
	total ventes	% du C.A	total ventes	% du C.A
A- Répartition des ventes par activités				
Téléphonie fixe	117 720	79,43%	103 772	82,32%
Téléphonie Mobile	22 920	15,46%	15 960	12,66%
Télécarte publiphone	438	0,30%	407	0,32%
Télex/télégraphe	275	0,19%	266	0,21%
SENPAC	562	0,38%	738	0,59%
Liaisons spécialisées	2 341	1,58%	1 567	1,24%
Ventes terminaux	1 150	0,78%	860	0,68%
Internet	269	0,18%	196	0,16%
Interconnexion	762	0,51%	543	0,43%
Divers produits	1 214	0,82%	1 545	1,23%
Autres produits accessoires	562	0,38%	212	0,17%
Total	148 213	100%	126 066	100%
B- Répartition des ventes par zones géographiques				
Afrique (U.E.M.O.A.)	109 678	74,00%	91 037	72,21%
Afrique (hors U.E.M.O.A.)	4 726	3,19%	1 273	1,01%
Asie	147	0,10%	124	0,10%
Amérique	12 179	8,22%	4 965	3,94%
Europe	21 483	14,49%	28 667	22,74%
Total	148 213	100%	126 066	100%

ANALYSE DE L'EFFECTIF MOYEN DU GROUPE PAR GRANDES CATEGORIES

	Exercice 2001		Exercice 2000	
	effectifs	masse salariale en millions de Fcfa	effectifs	masse salariale en millions de Fcfa
Personnel Salarié	1 534	16 459	1 470	15 831
Dirigeants et cadres supérieurs	348	3 717	335	3 608
Cadres moyens	401	4 308	369	3 974
Agents de maîtrise	576	6 188	552	5 944
Employés et ouvriers	209	2 246	214	2 305
Personnel mis à la disposition de l'entreprise	3	249	3	261
Personnel intérimaire	0	709	0	645
total	1 537	17 417	1 473	16 737

ANNEXE AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Principes de consolidation

Les sociétés sous contrôle exclusif sont consolidées par intégration globale.

Le périmètre de consolidation englobe la Sonatel SA et Sonatel-Mobiles filiale à 100% de Sonatel SA.

Présentation des Etats financiers

Les états financiers sont présentés selon le modèle SYSCOA:

- Bilan, Comptes de résultat, tableau financier des ressources et emplois (TAFIRE).

Base d'établissement des états financiers

Les états financiers sont établis sur la base des coûts historiques et présentés selon les principes et méthodes généralement admis au Sénégal. Ils sont conformes aux prescriptions du Système Comptable Ouest Africain (SYSCOA) en vigueur depuis le 1^{er} Janvier 1998.

Frais et valeurs incorporelles immobilisées

Les frais financiers se rapportant à des emprunts octroyés pour le financement des grands projets d'investissements et supportés durant la période de réalisation de ceux-ci jusqu'à la fin des travaux sont immobilisés. Ils sont amortis sur une durée de cinq (5) ans.

Les logiciels "dissociés" (qui font l'objet d'une facturation distincte du matériel informatique) sont également immobilisés et amortis sur une durée de vie estimée à cinq (5) ou trois (3) ans.

Les différences de change à répartir sont évaluées conformément aux principes sur les opérations en devises.

Ecarts d'acquisition

Il correspond à la valeur du fond commercial de l'activité Mobile. Il n'est pas amorti

Immobilisations corporelles

Elles sont évaluées à leur coût d'acquisition comprenant le prix d'achat et les frais d'approche et amorties selon la méthode linéaire en fonction de leur durée de vie estimée comme suit:

• Construction	20 ans
• Travaux de mis en valeur des terres	40 ans
• Mobilier, matériel de bureau et de logement	10 ans
• Agencements, aménagements, Installations	08 ans
• Matériel de transport	3 et 5 ans
• Matériel d'exploitation:	
Commutation	10 ans
Transmission	10 ans
Lignes et réseaux	10 ans
Energie	08 ans
Appareils de mesure	08 ans
• Autres immobilisations	5 et 10 ans

Les immobilisations en cours sont enregistrées à leur coût d'acquisition et sont reclassées en immobilisation définitive à la mise en service.

Autres valeurs immobilisées

Elles concernent les avances et acomptes sur commande d'immobilisations, les prêts habitats et véhicule au personnel, le prêt de l'Etat au personnel pour l'acquisition d'actions de la Société (10 %), les dépôts et cautionnement payés sur les abonnements d'eau et d'électricité mais aussi des loyers d'avance, les titres d'états PBE(*) et les titres de participation.

Ces immobilisations sont enregistrées et évaluées au coût historique.

Sur les titres, des provisions pour dépréciation sont opérées lorsque la valeur à la clôture est inférieure au coût historique.

La valeur à la clôture est soit le cours boursier pour les titres cotés, soit la valeur de l'actif net pour les titres non cotés.

(*) PBE = Prélèvement pour le Budget de l'Etat

ANNEXE AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Stocks

Les stocks sont évalués au coût moyen pondéré des achats.

Les valeurs retenues pour les achats locaux correspondent au coût réel ferme et non révisable figurant en annexe des contrats de marché.

Le coût d'achat des produits importés correspond à la valeur des marchés majorée des droits de douane et frais de transit.

Les provisions pour dépréciations sont constituées avec la formule suivante:

$$\text{Taux de dépréciation} = \frac{\text{Stock final} - \text{Moyenne des consommations des 3 dernières années}}{\text{Stock Final}}$$

L'application de la formule de dépréciation des stocks a été réaménagée pour tenir compte de la connaissance qu'a le responsable de la gestion des stocks de la rotation ou de l'obsolescence effective de chaque article.

Créances

Les créances sur les clients sont classées en fonction de leur ancienneté.

Les prestations sur les clients locaux sont facturées en Fcfa à la date d'émission de la facture et comptabilisées dans les comptes 41.

Les prestations non encore facturées à la date de clôture sont comptabilisées dans les comptes 418:

Produits à recevoir.

Les créances douteuses sur les clients privés sont dépréciées ainsi:

- Pour le fixe plus d'un an d'ancienneté 100%,
- Pour le Mobile plus de 90 jours d'ancienneté 100%.

Les balances de trafic sont établies mensuellement, bimestriellement ou trimestriellement sur la base des décomptes enregistrés après acceptation par le correspondant étranger concerné dans un compte de débiteur ou créateur divers en fonction du solde des opérations du mois, du bimestre ou du trimestre.

En fin d'année, une provision est calculée pour l'ensemble des balances de trafic non encore acceptées. Elle est comptabilisée en 4747 (produits à recevoir) lorsque le solde est en faveur de la Sonatel et en charges à payer dans le cas contraire dans les comptes débiteurs et créateurs divers (4746).

Les balances de trafic en devises sont converties au cours du jour de leur comptabilisation. Les différences de change apparaissant lors du règlement d'une échéance sont passées en pertes ou profits de change.

Les balances de trafic établies en devises sont réactualisées au cours en vigueur à la clôture de l'exercice lorsqu'elles ne sont pas réglées et les différences de change sont traitées comme suit:

- les pertes de change potentielles sont comptabilisées dans les charges de l'exercice,
- les profits de change latents ne sont pas comptabilisés en produits.

Les écarts de conversion sont constatés dans le bilan dans les comptes 478 ou 479 "écart de conversion".

Les créances sur les correspondants sont dépréciées au cas par cas en fonction de la solvabilité du correspondant.

ANNEXE AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Opérations en Devises

Les comptes en devises sont convertis au cours de change en vigueur à la date de clôture de l'exercice et les montants ainsi obtenus sont rapprochés avec les valeurs comptabilisées sur la base des cours des devises à la date de réalisation des opérations. Les écarts constatés sont traités comme suit:

• Au Bilan

- Les gains de change potentiels ne sont pas comptabilisés en produits mais constatés dans les comptes 478 ou 479 (écart de conversion) au bilan.

• Au Compte de Résultat

- Les pertes de change latentes sur les opérations à plus d'un an sont comptabilisées au passif dans un compte "provisions pour pertes de change" et la contrepartie est inscrite à l'actif du bilan dans le compte 478 "différence de change".

- Les pertes de change latentes sur opération à moins d'un an sont comptabilisées dans le compte 679 par le crédit du compte 499.

- Les pertes sur les comptes de trésorerie sont passées dans le compte de résultat par la contrepartie du compte de Trésorerie.

Provisions pour pertes et charges

Tous les risques éventuels sur les litiges avec des tiers sont provisionnés selon les informations fournies par les services juridiques de la Société. Les provisions sans objet sont rapportées au résultat.

Les indemnités dues au personnel lors du départ à la retraite ou dans un cadre contractuel font l'objet d'une provision pour pertes et charges.

Provision pour renouvellement de l'infrastructure du matériel (PROM)

La société bénéficie d'une autorisation administrative pour la constitution de la PROM. Cette autorisation demeure jusqu'à la fin du monopole sur le téléphone fixe.

Cette provision est constituée selon les dispositions fiscales en vigueur au Sénégal. Elle est déterminée à partir d'une formule qui prend en compte les indices officiels de variation des prix de gros publiés par le Ministère chargé des Finances.

En consolidation, la dotation de l'exercice est annulée et le solde du compte est passé en réserves réglementées.

Les Subventions d'investissements

Elles sont transférées au compte de régularisation passif conformément à la norme n° 20 de l'IASC.

La quote-part amortie de l'exercice est dans le compte de résultat.

Les impôts différés: des écritures d'impôts différés ont été passées pour annuler l'effet du décalage temporaire des charges et produits dû à des considérations fiscales. La méthode du report variable a été appliquée.

ETATS FINANCIERS RESUMES SONATEL S.A.

BILAN RESUME - ACTIF

DESIGNATION SOCIÉTÉ DE L'ENTREPRISE: SONATEL S.A.
 ADRESSE: 6 RUE WAGANE DIOUF - DAKAR - PLATEAU
 N° D'IDENTIFICATION FISCALE: 0018061-263

SIGLE USUEL: SONATEL S.A.
 EXERCICE CLÔTÉ LE 31 DECEMBRE 2001
 DURÉE (EN MOIS): 12

(en millions de Fcfa)

Actif	Brut	Amortissement provision	Net au 31/12/2001	Net au 31/12/2000
ACTIF IMMOBILISÉ				
Charges immobilisées	1 155		1 155	1 691
Frais d'établissement et charges à répartir	1 155		1 155	1 691
Prime de remboursement des obligations	0		0	0
Immobilisations incorporelles	6 297	1 881	4 416	869
Frais de recherche et de développement	72	37	35	18
Brevets, licences, logiciels	6 225	1 844	4 381	851
Fonds commercial	0	0	0	0
Autres immobilisations incorporelles	0	0	0	0
Immobilisations corporelles	336 079	162 127	173 952	168 213
Terrains	1 563	116	1 447	1 342
Bâtiments	16 950	7 855	9 095	7 377
Installations et agencements	6 144	3 698	2 446	2 813
Matériels	305 138	145 869	159 269	154 721
Matériels de transport	6 284	4 589	1 695	1 960
Avances et acomptes versés sur immobilisations	6 346	0	6 346	5 225
Immobilisations financières	21 778	957	20 821	21 731
Titres de participation	12 457	950	11 507	11 501
Autres Immobilisations financières	9 321	7	9 314	10 230
Total actif immobilisé (I)	371 655	164 965	206 690	197 729
ACTIF CIRCULANT				
Actif circulant H.A.O.	0	0	0	0
Stocks	6 224	606	5 618	2 524
Marchandises	0	0	0	0
Matières premières et autres approvisionnements	6 224	606	5 618	2 399
En-cours	0	0	0	125
Produits fabriqués	0	0	0	0
Créances et emplois assimilés	122 474	20 380	102 094	79 897
Fournisseurs - Avances versées	458	37	421	853
Clients	66 732	16 028	50 704	37 400
Autres créances	55 284	4 315	50 969	41 644
Total actif circulant (II)	128 698	20 986	107 712	82 421
Trésorerie-actif				
Titres de placement	4 979	1 117	3 862	77
Valeur à encaiser	88	0	88	297
Banques, chèques postaux, caisse	24 696	564	24 132	13 304
Total trésorerie-actif (III)	29 763	1 681	28 082	13 678
Ecarts de conversion-actif (IV) (perte probable de change)	161		161	466
Total général (I + II + III + IV)	530 277	187 632	342 645	294 294

ETATS FINANCIERS RESUMES SONATEL S.A

BILAN RESUME - PASSIF

DENOMINATION SOCIALE DE L'ENTREPRISE: SONATEL S.A.
 ADRESSE: 6 RUE WAGANE DIOLF - DAKAR - PLATEAU
 N° D'IDENTIFICATION FISCALE: 0018061-263

SIGLE USUEL: S
 EXERCICE CLOS LE 31 DEC
 DUREE (I)

(en millions de Fcfa)

Passif (avant répartition)	Exercice 2001	Exercice 2000
Capitaux propres et ressources assimilées		
Capital	50 000	50 000
Actionnaires, capital non appelé	0	0
Primes et réserves	85 582	71 933
Primes d'apport, d'émission, de fusion	0	0
Ecarts de réévaluation	0	0
Réserves indisponibles	10 000	10 000
Réserves libres	75 582	61 933
Report à nouveau	0	0
Résultat net de l'exercice (bénéfice + ou perte -)	42 297	35 260
Autres capitaux propres	16 165	21 510
Subventions d'investissement	507	575
Provisions réglementées et fonds assimilés	15 658	20 935
Total capitaux propres (I)	194 044	178 703
Dettes financières et ressources assimilées (1)		
Emprunts	25 621	24 674
Dettes de crédit bail et contrats assimilés	0	0
Dettes financières diverses	24 119	13 096
Provisions financières pour risques et charges dont HAO	11 140	7 196
Total dettes financières (II)	60 880	44 966
Total ressources stables (I + II)	254 924	223 669
Passif circulant		
Dettes circulantes et ressources assimilées HAO	12 265	12 118
Clients - avances reçues	0	0
Fournisseurs d'exploitation	20 231	9 835
Dettes fiscales	26 039	22 796
Dettes sociales	4 684	4 286
Autres dettes	19 723	15 492
Risques provisionnés	34	466
Total passif circulant (III)	82 976	64 993
Trésorerie-passif		
Banques - crédits d'escompte	0	0
Banques - crédits de trésorerie	0	0
Banques - découverts	3 373	5 076
Total trésorerie-passif (IV)	3 373	5 076
Ecarts de conversion-passif (V) (gain probable de change)	1 372	556
Total général (I + II + III + IV + V)	342 645	294 294

ETATS FINANCIERS RESUMES SONATEL S.A

COMPTE DE RESULTAT RESUME

(en millions de Fcfa)

	Exercice 2001	Exercice 2000
Travaux services vendus	135 670	116 189
Produits accessoires	4 097	242
Chiffre d'affaires	139 767	116 431
Autres produits	4 481	1 677
Autres achats	9 725	4 887
Variation de stocks	- 801	513
Transport	274	273
Services extérieurs	30 855	20 351
Impôts et taxes	2 202	2 060
Autres charges	7 626	4 566
Valeur ajoutée	94 367	85 458
Charge de personnel	15 988	15 731
Excédent brut d'exploitation	78 379	69 727
Reprises de provisions	0	150
Transfert de charges	1 815	1 108
Total des produits d'exploitation	146 063	119 366
Dotations aux amortissements et aux provisions	28 512	22 378
Résultat d'exploitation	51 628	48 607
Frais financiers	2 730	2 053
Pertes de change	561	835
Dotations aux amortissements et aux provisions	431	0
Total des charges financières	3 722	2 888
Revenus financiers	9 911	2 257
Gains de change	174	595
Reprise de provision	62	0
Transferts de charges	6	0
Total des produits financiers	10 153	2 852
Résultat financier	6 431	-36
Total des produits des Activités Ordinaires	156 216	122 218
Résultat des Activités Ordinaires	58 113	48 571
Valeur comptable des cessions d'immobilisations	35	427
Charges H.A.O.	335	641
Dotations H.A.O.	2 129	2 194
Total des charges H.A.O.	2 499	3 262
Produits des cessions d'immobilisations	51	462
Produits H.A.O.	0	404
Reprises H.A.O.	275	94
Transferts de charges	0	0
Total des produits H.A.O.	326	960
Résultat H.A.O.	- 2 173	- 2 302
Participation des travailleurs	0	0
Impôts sur le résultat	13 643	11 008
Total général des produits	156 542	123 178
Résultat net	42 297	35 261

ETATS FINANCIERS SONATEL SA

TABLEAU FINANCIER DES RESSOURCES ET DES EMPLOIS – TAFIRE

1^{ère} partie: détermination des soldes financiers de l'exercice

CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT GLOBAL (CAFG)

(en millions de Fcfa)

- Charges décaissables restantes CAFG = EBE (à l'exclusion des cessions d'actif immobilisé)
+ Produits encaissables restants

		E.B.E	78 378
Frais financiers	2 730	Transferts de charges d'exploitation	1 815
Perte de change	561	Revenus financiers	9 911
Charges H.A.O	335	Transferts de charges financières	6
Participation	0	Gains de change	174
Impôt sur le résultat	13 643	Produits H.A.O	0
		Transferts de charges H.A.O	0
Total (I)	17 269	Total (II)	90 284
CAFG: Total (II) - Total (I)	73 015		59 555

AUTOFINANCEMENT (AF)

(en millions de Fcfa)

AF = CAFG - distribution de dividendes dans l'exercice (1)

73 015	29 000	44 015	31 105
---------------	---------------	---------------	---------------

VARIATION DU BESOIN DE FINANCEMENT D'EXPLOITATION (BFE)

Var. BFE = Var. stocks (2) + Var. créances (2) + Var. dettes circulantes (2)

(en millions de Fcfa)

Variation des stocks N- (N-1)	emplois (augmentation +)	ressources (diminution -)
Marchandises	0	0
Matières premières	3 219	formule non convertible
En-cours	0	126
Produits fabriqués	formule non convertible	formule non convertible
(A) Variation globale nette des stocks	3 093	0

(1) Dividendes mis en paiement au cours de l'exercice y compris les acomptes sur dividendes

(2) A l'exclusion des éléments HAO

ETATS FINANCIERS SONATEL SA

TABLEAU FINANCIER DES RESSOURCES ET DES EMPLOIS - TAFIRE
1^{ère} partie: détermination des soldes financiers de 2001
(suite)

VARIATION DES CREANCES

(en millions de Fcfa)

Variation des créances: N- (N-1)	emplois (augmentation +)	ressources (diminution -)
Fournisseurs, avances versées	0	432
Clients	13 305	0
Autres créances	9 325	0
Ecarts de conversion - Actif (1)	0	305
(B) Variation globale nette des créances	21 893	0

Variation des dettes: N- (N-1)	emplois (diminution -)	ressources (augmentation +)
Clients, avances reçues	0	0
Fournisseurs d'exploitation	0	10 395
Dettes fiscales	0	3 243
Dettes sociales	0	398
Autres dettes	0	4 232
Risques provisionnés	432	0
Ecarts de conversion - Passif (1)	0	816
(C) Variation globale nette des dettes circulantes		18 652

Variation du BFE = A + B + C	6 335	0
-------------------------------------	--------------	----------

EXCEDENT DE TRESORERIE D'EXPLOITATION (ETE)

ETE = EBE - Variation BFE - Production Immobilisée

	Exercice 2001	Exercice 2000
Excédent Brut d'Exploitation (EBE)	78 378	69 727
- Variation du BFE (- ou +) (- si emplois; + si ressources)	- 6 334	- 14 621
- Production immobilisée	0	0
Excédent de trésorerie d'exploitation (ETE)	72 044	55 106

(1) En cours d'adoption

ETATS FINANCIERS SONATEL SA

TABLEAU FINANCIER DES RESSOURCES ET DES EMPLOIS - TAFIRE

2^{ème} partie

(en millions de Fcfa)

	Exercice 2001		Exercice 2000
	emplois	ressources	E- ; R+
I- investissements et désinvestissements			
Charges immobilisées (augmentations dans l'exercice)	108		- 355
Croissance interne			
Acquisitions / cessions d'immobilisations incorporelles	3 737	0	424
Acquisitions / cessions d'immobilisations corporelles	26 893	51	48 013
Croissance externe			
Acquisitions / cessions d'immobilisations financières	5 281	2 251	472
Investissement total	36 019	2 302	48 554
II- variation du besoin de financement d'exploitation (cf. Supra: Var. B.F.E.)			
	6 334	0	14 621
A- Emplois économiques a financer (FF + FG)	42 353	2 302	63 175
III- Emplois / ressources (variation B.F ; H.A.O)			
	0	148	537
IV- Emplois financiers contraints (I)			
	3 626		2 113
Remboursement (selon échéancier) des emprunts et des dettes financières			
(I) A l'exclusion des remboursements anticipés portés en VII			
B- Emplois totaux a financer	43 529	0	65 825
V- Financement interne			
Dividendes (emplois) / CAFG (ressources)	29 000	73 015	31 105
VI- Financement par les capitaux propres			
Augmentation du capital par apports nouveaux		0	0
Subvention d'investissement		25	0
Prélèvement sur le capital	0		0
(Y compris retraits de l'exploitant)			

ETATS FINANCIERS SONATEL SA

TABLEAU FINANCIER DES RESSOURCES ET DES EMPLOIS - TAFIRE

2^{ème} partie (suite)

(en millions de Fcfa)

	Exercice 2001		Exercice 2000
	emplois	ressources	E- ; R+
VII- Financement par de nouveaux emprunts			
Emprunts (2)	0	15 597	19 849
Autres dettes financières (2)	0	0	0
(2) Remboursements anticipés inscrits séparément en emplois			
C- Ressources nettes de financement	29 000	88 637	50 954
D- Excédent ou insuffisance de ressources de financement (C-B)	0	16 108	- 14 870
VIII- Variation de la trésorerie			
Trésorerie nette			
à la clôture de l'exercice + ou -	24 710		
à l'ouverture de l'exercice + ou -	8 602		
Variation trésorerie (+ si emploi; - si ressource)	16 108	0	14 870
Contrôle: D = VIII avec signe opposé			
I, IV, V, VI VII: en terme de flux: II, III, VIII: différences "bilantielles"			
Contrôle (à partir des masses des bilans N et N-1)	31/12/01		
	emplois	ressources	
Variation du fonds de roulement (F.D.R)			
FDR (N) - FDR (N-1)	0	22 295	
Variation du BFG			
BFG (N) - BFG (N-1)	7 308	1 121	
Variation de la trésorerie (T)			
T (N) - T (N-1)	16 108	0	
Total	23 416	23 416	

ETATS ANNEXES

TABLEAUX 1 A 11 SYSCOA

TABLEAU N° 1 • TABLEAU DE VARIATION DES IMMOBILISATIONS

(en millions de Fcfa)

Libellés	Solde au 31/12/01	acquisitions	reclassements	Sorties	Solde au 31/12/01
Frais d'entrée en bourse	0	0			0
Frais immobilisés	297	108	59	179	285
Frais sur plusieurs exercices	1 393			524	869
Charges immobilisées	1 690	108	59	703	1 154
Etudes et recherches	50	22			72
Brevets et recherches	105	25			130
Logiciels informatiques	2 251	207	117		2 575
Marques	0	0			0
Fonds commercial	0	0	0		0
Recherches développement en cours	0	0	0		0
Logiciels en cours	31	3 513	- 23		3 521
Immobilisations incorporelles	2 437	3 767	94	0	6 298
Terrains nus	149	44			193
Terrains	601	0			601
Mise en valeur des terrains	323	0	71		394
Aménagement terrains nus en cours	375	0			375
Terrains	1 448	44	71		1 563
Bâtiments industriels	5 705	219	322		6 246
Bâtiments administratifs et commerciaux	5 029	22	1 758		6 809
Logements et immos de rapport	1 647	0			1 647
Pistes et routes	128	0			128
Autres ouvrages d'infrastructure	126	292			418
Installations générales bureaux	4 142	0			4 142
Aménagement bureaux	5		19		24
Autres aménagements, agencement, installation	1 829	57	70		1 956
Bâtiments en cours	1 953	1 036	- 1 515		1 474
Agencement installation bureaux en cours	43	13	- 34		22
Ouvrages d'infrastructure en cours	34	837	- 641		230
Bâtiments inst. tech. et agencement	20 641	2 476	- 21		23 096
Matériel commutation Sonatel	52 653	702	2 448		55 803
Matériel commutation public	463	0			463
Matériel transmission	79 069	1 705	3 634		84 408
Matériel lignes et réseaux public	94 111	164	22 651		116 926
Matériel lignes et réseaux Sonatel	2 655	0	0		2 655
Matériel énergie	15 469	373	782	19	16 605
Appareils	1 156	119	14		1 289
Autres matériels d'exploitation	3 889	212	140		4 241
Matériel d'exploitation	249 465	3 275	29 669	19	282 390
Matériel de bureau	2 093	152			2 245
Matériel informatique technique	5 286	769	82		6 137
Matériel informatique bureau	1 714	304	543		2 561
Mobilier de bureau	1 464	106	47		1 617
Matériel de logement	13				13
Mobilier de logement	34	1			35
Matériel et mobilier	10 604	1 332	672		12 608
Véhicules légers	6 314	537		769	6 142
Cyclomoteurs	120	30		7	143
Matériel de transport	6 494	567	0	776	6 285
Autres immobilisations diverses	1 196	52	169		1 417
Autres immobilisations diverses	1 196	52	169		1 417
Matériel d'exploitation en cours	16 663	16 110	- 26 872		5 901
Matériel de commutation en cours public	0	1 730			1 730
Matériel de transmission en cours	0	302	- 51		251
Matériel Lignes et Réseaux en cours	0	48	- 48		0
Matériel Energie en cours	0	23			23
Autres Matériel d'exploitation en cours	0	287	- 60		227
Matériel Informatique de bureau en cours	0	406	- 406		0
Mobiliers de bureau logement en cours	0	12	- 12		0
Mobiliers de bureau en cours	0	0			0
Matériel transport en cours	0	0	0		0
Agencement, aménagement en cours	0	0	0		0
Autres immobilisations en cours	28	- 10	- 15		3
Douane sur immobilisations en cours	752	238	- 402		588
Matériel en cours	17 443	19 146	- 28	0	9
Avances, acomptes logiciels	0	0	0		0
Avances sur bâtiments	1 575	699	- 1 482		792
Avances et acomptes sur ouvrages infrastructures	0				0
Avances sur matériel d'exploitation	3 650	326	- 1 360		5 555
Avances sur mobilier, matériel de bureau, logement	0	0	0	0	0
Avances sur matériel de transport	0	0	0	0	0
Avances acomptes sur autres immobilisations	0	0	0	0	0
Avances et acomptes/immo.	5 225	3 964	- 2 843		6 346
Total général	316 643	34 732	0	1 498	349 877

ETATS ANNEXES

TABLEAUX 1 A 11 SYSCOA

TABLEAU N° 2 • TABLEAU DE VARIATION DES AMORTISSEMENTS

(en millions de Fcfa)

Libellés	Solde de début au 01/01/01	Augmentations reprises	Diminutions cessions	Solde de clôture au 31/12/01
Amortissement recherche développement	31	5		36
Amortissement brevet, licence	28	22		50
Amortissement logiciels	1 508	287		1 795
Total 281	1 567	314		1 881
Amortissement travaux de mise en valeur	107	9		116
Total 282	107	9		116
Amortissement bât. adiminist. et commercial	6 066	580		6 646
Amortissement logement personnel	1 113	0		1 113
Amortissement agencement installation bureau	2 862	299		3 161
Amortissement pistes et routes	57	4		61
Amortissement autres ouvrages d'infrastructures	8	26		34
Amortissement autres agencements aménagement installation	345	193		538
Total 283	10 451	1 102	0	11 785
Amortissement matériel de commutation Sonatel	23 861	4 388		28 249
Amortissement matériel de commutation public	348	21		369
Amortissement matériel de transmission	41 190	6 060		47 250
Amortissement matériel L & R public	38 165	8 188		46 353
Amortissement matériel L & R Sonatel	2 012	102		2 114
Amortissement matériel d'énergie	7 520	1 242	19	8 743
Amortissement autres matériels d'exploitation	3 528	118		3 646
Total 2841	116 624	20 119	0	136 724
Amortissement mobilier de bureau	982	99		1 081
Amortissement mobilier logement	23	3		26
Amortissement matériel de bureau	1 176	171		1 347
Amortissement matériel de logement	12	0		12
Amortissement matériel informatique technique	3 047	874		3 921
Amortissement matériel informatique de bureau	967	369		1 336
Total 2844	6 207	1 516		7 723
Amortissement véhicules légers	4 451	781	734	4 498
Amortissement véhicules lourds		16		16
Amortissement cyclomoteurs	84		8	76
Total 2845	4 535	797	742	4 590
Amortissement aménagement, agencement, installation	0			
Total 2847	0			
Amortissement appareils	347	148		495
Amortissement autres immobilisations diverses	807	119		926
Total 2848	1 154	267		1 421
Total général	140 645	24 124	761	164 008

ETATS ANNEXES

TABLEAUX 1 A 11 SYSCOA

TABLEAU N° 3 • PLUS VALUES ET MOINS VALUES DE CESSION

(en millions de Fcfa)

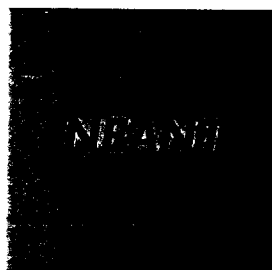
Libellés	Montant brut A	Amortissements pratiques B	Valeur nette comptable C = A - B	Prix de cession D	Plus ou moins value de cession E = D - C
Immobilisations incorporelles	0	0	0	0	0
Immobilisations corporelles	796	761	35	51	16
Immobilisations financières	2 251	0	2 251	0	- 2 251
Total	3 047	761	2 286	51	-2 235

TABLEAU N° 4 • PROVISIONS INSCRITES AU BILAN

(en millions de Fcfa)

Nature	A	B			C			D = A + B - C
	Provisions à l'ouverture de l'exercice	Augmentations: dotations			Diminution: reprises			Provisions à la clôture de l'exercice
		exploitation	financière	H.A.O.	exploitation	financière	H.A.O.	
Provisions réglementées	20 935	2 111		0	7 388		0	15 658
Provisions financières pour risques et charges	7 196	4 127		0	184		0	11 139
Provisions pour dépréciation des immobilisations	1 013	7		0	62		0	958
Total (I)	29 144	6 245	0	0	7 634	0	0	27 755
Dépréciations des stocks	441	165		0	0			606
Dépréciations et risques provisionnés (tiers)	20 957	4 519			5 061		0	20 415
Dépréciations et risques provisionnés (trésorerie)	564	1 117	0		0	0		1 681
Total (II)	21 962	5 801	0	0	5 061	0	0	22 702
Total général (I + II)	51 106	12 046	0	0	12 695	0	0	50 457

TABLEAU N° 5 • BIENS PRIS EN CREDIT-BAIL ET CONTRATS ASSIMILES



ETATS ANNEXES

TABLEAUX 1 A 11 SYSCOA

TABLEAU N° 6 • ECHEANCES DES CREANCES A LA CLOTURE DE L'EXERCICE

(en millions de Fcfa)

Créances	Montant brut	Analyse par échéance				Autres analyses		
		à un an au - 31/12/2001	dont échus	à + d'un an et 2 ans au +	à + de 2 ans	montant en devise	montant envers les entreprises liées	montant représentés par effet
Créances de l'actif immobilisé (I)	1 500	0	0	0	0	0	0	0
27 Prêts (1)	0	0	0	0	0	0	0	0
26 Créances rattachées à des participations	0	0	0	0	0	0	0	0
27 Autres immobilisations financières	1 500	0	0	0	0	0	0	0
Créances de l'actif circulant (II)	122 636	122 636	0	0	0	0	0	0
40 Fournisseurs	458	458	0	0	0	0	0	0
41 Clients & Comptes rattachés	66 734	66 734	0	0	0	0	0	0
42 Personnel	1 270	1 270	0	0	0	0	0	0
43 S.S. & autres organismes sociaux	0	0	0	0	0	0	0	0
44 Etat	4 934	4 934	0	0	0	0	0	0
45 Organismes internationaux	10	10	0	0	0	0	0	0
46 Associés/groupes	1 298	1 298	0	0	0	0	0	0
47 Débiteurs divers	47 911	47 911	0	0	0	0	0	0
48 Créances H.A.O.	0	0	0	0	0	0	0	0
474/476 Charges constatées d'avance	21	21	0	0	0	0	0	0
Total (I) + (II)	124 136	122 636	0	0	0	0	0	0

(1) prêts accordés en cours d'exercice 1 281
remboursements obtenus en cours d'exercice 2 251

TABLEAU N° 7 • ECHEANCES DES DETTES A LA CLÔTURE DE L'EXERCICE

(en millions de Fcfa)

Dettes	Montant brut	Analyse par échéance				Autres analyses		
		à un an au + 31/12/2001	dont échus	à + d'un an et 2 ans au +	à + de 2 ans	montant en devises	montant envers les entreprises liées	montants représentés par effets
Dettes financières et ressources assimilées								
..... Emprunt obligataire convertible (1)	0	0	0	0	0	0	0	0
..... Autres emprunts obligataires (1)	12 388	387	0	0	12 000	0	0	0
..... Emp. et dettes des Ets de crédit (1)	13 234	2 861	0	2 869	7 503	0	0	0
..... Autres dettes financières (1) (2)	24 119	1 336	0	1 193	21 690	0	0	0
Total (I)	49 741	4 584	0	3 962	41 193	0	0	0
..... Dettes de crédit-bail immobilier	0	0	0	0	0	0	0	0
..... Dettes de crédit-bail mobilier	0	0	0	0	0	0	0	0
..... Dettes sur contrats assimilés	0	0	0	0	0	0	0	0
Total (II)	0	0	0	0	0	0	0	0
Dettes passif circulant								
..... Fournisseurs et comptes rattachés	20 230	20 230	0	0	0	0	0	0
..... Clients	0	0	0	0	0	0	0	0
..... Personnel	4 293	4 293	0	0	0	0	0	0
..... Sécurité sociale et organismes sociaux	390	390	0	0	0	0	0	0
..... Etat	26 039	26 039	0	0	0	0	0	0
..... Organismes internationaux	0	0	0	0	0	0	0	0
..... Associés/groupe	667	667	0	0	0	0	0	0
..... Crédeurs divers	20 429	20 429	0	0	0	0	0	0
..... Dettes H.A.O.	12 265	12 265	0	0	0	0	0	0
..... Produits constatées d'avance	0	0	0	0	0	0	0	0
Total (III)	84 313	84 313	0	0	0	0	0	0
Total général (I) + (II) + (III)	134 054	88 897	0	3 962	41 193	0	0	0

(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice / Emprunts remboursés en cours d'exercice
(2) Total des dettes envers les associés (personnes physiques)

ETATS ANNEXES

TABLEAUX 1 A 11 SYSCOA

TABLEAU N° 8 • CONSOMMATIONS INTERMEDIAIRES DE L'EXERCICE

(en millions de Fcfa)

Nature	Montant
Eau	87
Electricité	1 332
Autres énergies	0
Fournitures d'entretien non stockables	3
Fournitures de bureau non stockables	0
Petit matériel de bureau	89
Transport pour le compte de tiers	0
Transport du personnel	230
Entretien, réparation des biens immobiliers	268
Entretien, réparation des biens mobiliers	94
Publicité, publications, relations publiques	898
Frais de télécommunications	22 921
Rémunération d'intermédiaires et de conseils	3 457

TABLEAU N° 9 • REPARTITION DU RESULTAT ET AUTRES ELEMENTS CARACTERISTIQUES DES 5 DERNIERS EXERCICES

(en millions de Fcfa, sauf indication contraire)

Nature des indications	Exercices concernés ⁽¹⁾	2001	2000	1999	1998	1997
Structure du capital à la clôture de l'exercice ⁽²⁾						
Capital social		50 000	50 000	50 000	50 000	50 000
Actions ordinaires (en millions)		10	10	10	10	10
Actions à dividendes prioritaires (A.D.P) sans droit de vote						
Actions nouvelles à émettre						
par conversion d'obligations						
par exercice de droits de souscription						
Opération de résultat de l'exercice ⁽³⁾						
Chiffres d'affaires hors taxes		139 676	116 189	95 142	90 152	80 135
Résultats des activités ordinaires (R.A.O)		86 994	70 800	63 746	64 923	59 137
Hors dotations et reprises (exploitation et financières)						
Participation des travailleurs aux bénéfices		0	0	0	0	0
Impôts sur le résultat		13 643	11 008	10 771	11 185	12 684
Résultat net ⁽⁴⁾		42 297	35 260	36 700	36 246	29 981
Résultat par action						
Résultat distribué ⁽⁵⁾		29 000	29 000	28 450	26 000	22 600
Dividende attribué à chaque action (en F CFA)		2 900	2 900	2 845	2 600	2 260
Personnel et politique salariale						
Effectif moyen des travailleurs au cours de l'exercice ⁽⁶⁾		1 417	1 385	1 334	1 350	1 344
Effectif moyen de personnel extérieur		2	2	3	4	2
Masse salariale distribuée au cours de l'exercice ⁽⁷⁾		13 860	14 072	11 160	10 346	9 273
Avantages sociaux distribués au cours de l'exercice ⁽⁸⁾		1 632	1 110	1 214	1 111	635
(sécurité sociale, oeuvre sociale)						
Personnel extérieur facturé à l'entreprise ⁽⁹⁾		496	550	151	320	0

(1) Y compris l'exercice dont les états financiers sont soumis à l'approbation de l'Assemblée

(2) Indication en cas de libération partielle du capital, du montant du capital non appelé

(3) Les éléments de cette rubrique sont ceux figurant au compte de résultat

(4) Le résultat, lorsqu'il est négatif, doit être mis entre parenthèses

(5) L'exercice correspond au dividende proposé du dernier exercice

(6) Personnel propre

(7) Total des comptes 661, 662, 663

(8) Total des comptes 664, 668

(9) Compte 667

ETATS ANNEXES

TABLEAUX 1 A 11 SYSCOA

TABLEAU N° 10 • PROJET D'AFFECTATION DU RESULTAT DE L'EXERCICE

(en millions de Fcfa)

Affectations	Montant (1)	Origines	Montant (1)
Réserve légale	0	report à nouveau antérieur (perte)	
Réserves statutaires ou contractuelles	0	report à nouveau antérieur (bénéfice)	
Autres réserves (disponibles)	13 297	résultat net de l'exercice	42 297
Dividendes (2)	29 000	prélèvement sur les réserves (3)	
Autres affectations			
Report à nouveau			
Total (A)	42 297	Contrôle: Total (A)= Total (B)	42 297

(1) Les montants négatifs sont à porter entre parenthèses ou précédés d'un signe (-)
 (2) S'il existe plusieurs catégories d'ayants droit aux dividendes, indiquer le montant pour chacune d'elles
 (3) Indiquer les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués.

TABLEAU N° 11 • MASSE SALARIALE ET PERSONNEL EXTERIEUR

I- PERSONNEL LOCAL

Qualifications	effectifs						masse salariale (en millions de Fcfa)						
	nationaux		autres états		hors UEMOA		nationaux		autres états		hors UEMOA		
	de l'UEMOA	total	de l'UEMOA	total	de l'UEMOA	total	de l'UEMOA	total	de l'UEMOA	total			
	M	F	M	F	M	F	M	F	M	F	M	F	
1 - Cadres supérieurs	332	0	0	0	2	0	334	2 442	0	0	0	183	0
2 - Techniciens supérieurs et cadres moyens	383	0	0	0	0	0	383	4 182	0	0	0	0	0
3 - Techniciens, agents de maîtrise et ouvriers qualifiés	512	0	0	0	0	0	512	5 590	0	0	0	0	0
4 - Employés, manœuvres, ouvriers et apprentis	190	0	0	0	0	0	190	2 074	0	0	0	0	0
Total (I)	1 417	0	0	0	2	0	1 419	15 288	0	0	0	183	0
Permanents	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Saisonniers	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

2- PERSONNEL EXTERIEUR

Facturation
à l'entreprise

1 - Cadres supérieurs	
2 - Techniciens supérieurs et cadres moyens	
3 - Techniciens, agents de maîtrise et ouvriers qualifiés	
4 - Employés, manœuvres, ouvriers et apprentis	
Total (II)	496
Permanents	
Saisonniers	
Total (I) + (II)	1 417 0 0 0 2 0 1 419

M: masculin
F: féminin

ANNEXE AUX ETATS FINANCIERS

SONATEL S.A

Présentation des Etats financiers

Les états financiers sont présentés selon le modèle SYSCOA:

- Bilan, Comptes de résultat, tableau financier des ressources et emplois (TAFIRE).

Base d'établissement des états financiers

Les états financiers sont établis sur la base des coûts historiques et présentés selon les principes et méthodes généralement admis au Sénégal. Ils sont conformes aux prescriptions du Système Comptable Ouest Africain (SYSCOA) en vigueur depuis le 1^{er} Janvier 1998.

Frais et valeurs incorporelles immobilisées

Les frais financiers se rapportant à des emprunts octroyés pour le financement des grands projets d'investissements et supportés durant la période de réalisation de ceux-ci jusqu'à la fin des travaux sont immobilisés. Ils sont amortis sur une durée de cinq (5) ans.

Les logiciels "dissociés" (qui font l'objet d'une facturation distincte du matériel informatique) sont également immobilisés et amortis sur une durée de vie estimée à cinq (5) ou trois (3) ans.

Les différences de change à répartir sont évaluées conformément aux principes sur les opérations en devises.

Ecart d'acquisition

Il correspond à la valeur du fond commercial de l'activité Mobile. Il n'est pas amorti.

Immobilisations corporelles

Elles sont évaluées à leur coût d'acquisition comprenant le prix d'achat et les frais d'approche et amorties selon la méthode linéaire en fonction de leur durée de vie estimée comme suit:

• Construction	20 ans
• Travaux de mise en valeur des terres	40 ans
• Mobilier, matériel de bureau et de logement	10 ans
• Agencements, aménagements, Installations	08 ans
• Matériel de transport	3 et 5 ans
• Matériel d'exploitation:	
Commutation	10 ans
Transmission	10 ans
Lignes et réseaux	10 ans
Energie	08 ans
Appareils de mesure	08 ans
• Autres immobilisations	5 et 10 ans

Les immobilisations en cours sont enregistrées à leur coût d'acquisition et sont reclassées en immobilisation définitive à la mise en service.

Autres valeurs immobilisées

Elles concernent les avances et acomptes sur commande d'immobilisations, les prêts habitats et véhicule au personnel, le prêt de l'Etat au personnel pour l'acquisition d'actions de la Société (10 %), les dépôts et cautionnement payés sur les abonnements d'eau et d'électricité mais aussi des loyers d'avance, les titres d'états PBE(*) et les titres de participation.

Ces immobilisations sont enregistrées et évaluées au coût historique.

Sur les titres, des provisions pour dépréciation sont opérées lorsque la valeur à la clôture est inférieure au coût historique.

La valeur à la clôture est soit le cours boursier pour les titres cotés, soit la valeur de l'actif net pour les titres non cotés.

(*) PBE = Prélèvement pour le Budget de l'Etat

ANNEXE AUX ETATS FINANCIERS

SONATEL S.A

Stocks

Les stocks sont évalués au coût moyen pondéré des achats.

Les valeurs retenues pour les achats locaux correspondent au coût réel ferme et non révisable figurant en annexe des contrats de marché.

Le coût d'achat des produits importés correspond à la valeur des marchés majorée des droits de douane et frais de transit.

Les provisions pour dépréciations sont constituées avec la formule suivante:

$$\text{Taux de dépréciation} = \frac{\text{Stock final} - \text{Moyenne des consommations des 3 dernières années}}{\text{Stock Final}}$$

L'application de la formule de dépréciation des stocks a été réaménagée pour tenir compte de la connaissance qu'a le responsable de la gestion des stocks de la rotation ou de l'obsolescence effective de chaque article.

Créances

Les prestations sur les clients locaux sont facturées en Fcfa à la date d'émission de la facture et comptabilisées dans les comptes 41.

Les prestations non encore facturées à la date de clôture sont comptabilisées dans les comptes 418:

Produits à recevoir.

Les créances douteuses sur les clients privés sont dépréciées ainsi:

- Pour le fixe plus d'un an d'ancienneté 100%,
- Pour le Mobile plus de 90 jours d'ancienneté 100%.

Les balances de trafic sont établies mensuellement, bimestriellement ou trimestriellement sur la base des décomptes enregistrés après acceptation par le correspondant étranger concerné dans un compte de débiteur ou créateur divers en fonction du solde des opérations du mois, du bimestre ou du trimestre.

En fin d'année, une provision est calculée pour l'ensemble des balances de trafic non encore acceptées. Elle est comptabilisée en 4747 (produits à recevoir) lorsque le solde est en faveur de la Sonatel et en charges à payer dans le cas contraire dans les comptes débiteurs et créateurs divers (4746).

Les balances de trafic en devises sont converties au cours du jour de leur comptabilisation. Les différences de change apparaissant lors du règlement d'une échéance sont passées en pertes ou profits de change.

Les balances de trafic établies en devises sont réactualisées au cours en vigueur à la clôture de l'exercice lorsqu'elles ne sont pas réglées et les différences de change sont traitées comme suit:

- les pertes de change potentielles sont comptabilisées dans les charges de l'exercice,
- les profits de change latents ne sont pas comptabilisés en produits.

Les écarts de conversion sont constatés dans le bilan dans les comptes 478 ou 479 "écart de conversion".

Les créances sur les correspondants sont dépréciées au cas par cas en fonction de la solvabilité du correspondant.

ANNEXE AUX ETATS FINANCIERS

SONATEL S.A

Opérations en Devise

Les comptes en devises sont convertis au cours de change en vigueur à la date de clôture de l'exercice et les montants ainsi obtenus sont rapprochés avec les valeurs comptabilisées sur la base des cours des devises à la date de réalisation des opérations. Les écarts constatés sont traités comme suit:

• Au Bilan

- Les gains de change potentiels ne sont pas comptabilisés en produits mais constatés dans les comptes 478 ou 479 (écart de conversion) au bilan.

• Au Compte de Résultat

- Les pertes de change latentes sur les opérations à plus d'un an sont comptabilisées au passif dans un compte "provisions pour pertes de change" et la contrepartie est inscrite à l'actif du bilan dans le compte 478 "différence de change".

- Les pertes de change latentes sur opération à moins d'un an sont comptabilisées dans le compte 679 par le crédit du compte 499.

- Les pertes sur les comptes de trésorerie sont passées dans le compte de résultat par la contrepartie du compte de Trésorerie.

Provisions pour pertes et charges

Tous les risques éventuels sur les litiges avec des tiers sont provisionnés selon les informations fournies par les services juridiques de la Société. Les provisions sans objet sont rapportées au résultat.

Les indemnités dues au personnel lors du départ à la retraite ou dans un cadre contractuel font l'objet d'une provision pour pertes et charges.

GROUPE SONATEL

RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

GARECGO

MEMBRE DU RESEAU EURA-AUDIT INTERNATIONAL
44, avenue Faidherbe, BP 2763 DAKAR

RACINE

MEMBRE D'ERNST ET YOUNG INTERNATIONAL
22, Rue Ramez Bourgi, BP 545 DAKAR

SOCIETE NATIONALE DES TELECOMMUNICATIONS DU SENEGAL "SONATEL" RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES - EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2001

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2001, sur:

- le contrôle des états financiers consolidés des sociétés SONATEL (Société Nationale des Télécommunications du Sénégal) et SONATEL MOBILES,
- les vérifications et les informations spécifiques prévues par la loi.

I. Opinion sur les états financiers

Nous avons procédé à l'audit des états financiers consolidés, c'est-à-dire le bilan, le compte de résultat, le tableau financier des ressources et emplois (TAFIRE) ainsi que les notes annexes aux états financiers consolidés de Sonatel et Sonatel Mobiles pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2001. Ces états financiers consolidés ont été établis par la Direction de la Sonatel et arrêtés par votre Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces états financiers.

Notre audit a été effectué conformément aux normes d'audit généralement admises. Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces états financiers. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

A notre avis, les états financiers consolidés annexés au présent rapport sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle de la situation financière consolidée des sociétés Sonatel et Sonatel Mobiles au 31 décembre 2001, de leurs résultats et de la variation de la situation financière consolidée pour l'exercice clos à cette date, conformément aux principes comptables généralement admis.

Sans remettre en cause l'opinion ci-dessus exprimée, nous vous informons que la Sonatel a subi au cours du dernier trimestre de l'exercice 2001, un contrôle fiscal dont l'issue finale n'est pas encore connue.

II. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les états financiers des informations données dans le rapport du Conseil d'Administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes consolidés de la Sonatel.

Les Commissaires aux Comptes

GARECGO


MEMBRE DU RESEAU EURA-AUDIT INTERNATIONAL



Sadia FATY Associé

RACINE

MEMBRE D'ERNST ET YOUNG INTERNATIONAL



MAKHA SY Associé

GROUPE SONATEL

RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

GARECGO

MEMBRE DU RESEAU EURA-AUDIT INTERNATIONAL
44, avenue Faïdherbe, BP 2763 DAKAR

RACINE

MEMBRE D'ERNST ET YOUNG INTERNATIONAL
22, Rue Ramez Bourgi, BP 545 DAKAR

SOCIETE NATIONALE DES TELECOMMUNICATIONS DU SENEGAL "SONATEL" RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2001

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions nouvelles dont nous avons été avisés, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien fondé. Il vous appartient, selon les termes de l'article 440 de l'Acte Uniforme de l'OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et du groupement d'intérêt économique, d'apprécier l'intérêt qui s'attache à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention conclue au cours de l'exercice.

Par ailleurs, en application de l'article 440 de l'Acte Uniforme de l'OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et du groupement d'intérêt économique, nous avons été informés que l'exécution de la convention suivante, visée à l'article 438 de cet acte et approuvée au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours du dernier exercice.

Nous avons effectué nos travaux selon les normes de la profession; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de bases dont elles sont issues.

I. CONVENTION DE COOPERATION AVEC FRANCE CABLES RADIO (FCR)

Administrateur concerné: Monsieur Pierre GODINIAUX

Nature et objet: Une convention de coopération technique a été signée le 21 juillet 1997 entre la Sonatel et la société France Câbles Radio. Cette dernière apporte à la Sonatel son savoir-faire et fournit les prestations suivantes:

- assistance technique à titre permanent par la mise à disposition de trois (3) cadres expatriés,
- assistance technique ponctuelle par la réalisation de missions spécifiques,
- mise à disposition d'outils de gestion technique et commerciale.

Modalités: En contrepartie des prestations reçues, la Sonatel verse à la société France Câbles Radio une redevance annuelle forfaitaire calculée sur la base de 20% de la croissance du résultat des activités ordinaires et plafonnée à 1,5% du chiffre d'affaires annuel. Comme l'exercice précédent, la base de calcul de la redevance comprend les activités de téléphone fixe (Sonatel S.A) et téléphone mobile (Sonatel Mobiles).

Les prestations d'assistance ponctuelle et la fourniture d'outils de gestion sont facturées à la Sonatel par FCR. Les frais relatifs au personnel expatrié sont pris en charge dans leur intégralité par la Sonatel.

GROUPE SONATEL

RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Effets: La convention a pris effet à partir du 21 juillet 1997. Les redevances dues au titre de l'exercice 2001 s'élèvent à 1.686 millions de Fcfa et se répartissent comme suit:

- redevance annuelle forfaitaire 1.362 millions
- assistance technique ponctuelle 161 millions
- charges relatives aux expatriés 163 millions

2. CONVENTION DE CONCESSION

Administrateur concerné: Etat du Sénégal représenté par le Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan

Nature et objet: Une convention de concession entre l'Etat du Sénégal et la Sonatel a été signée le 1er octobre 1985 et réactualisée le 21 juillet 1997.

Modalités: Par cette convention, l'Etat du Sénégal accorde à la Sonatel la concession des droits de l'Etat relatifs à l'établissement et à l'exploitation des réseaux et à la fourniture des services des télécommunications sur toute l'étendue du territoire sénégalais pour une durée de 20 ans, renouvelable tous les cinq ans.

Les Commissaires aux Comptes

GARECGO

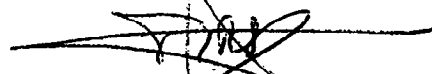
MEMBRE DU RESEAU EURA-AUDIT INTERNATIONAL



Sadia FATY Associé

RACINE

MEMBRE D'ERNST ET YOUNG INTERNATIONAL



MAKHA SY Associé

GROUPE SONATEL

RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

GARECGO

MEMBRE DU RESEAU EURA-AUDIT INTERNATIONAL
44, avenue Faidherbe, BP 2763 DAKAR

RACINE

MEMBRE D'ERNST ET YOUNG INTERNATIONAL
22, Rue Ramez Bourgi, BP 545 DAKAR

SOCIETE NATIONALE DES TELECOMMUNICATIONS DU SENEGAL "SONATEL" RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES ETATS FINANCIERS - EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2001

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2001, sur:

- le contrôle des états financiers de la société Sonatel (Société Nationale des Télécommunications du Sénégal),
- les vérifications et les informations spécifiques prévues par la loi.

I. Opinion sur les états financiers

Nous avons procédé à l'audit des états financiers, c'est-à-dire le bilan, le compte de résultat, le tableau financier des ressources et emplois (TAFIRE) ainsi que les notes annexes aux états financiers de la Sonatel pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2001. Ces états financiers ont été établis par la Direction de la Sonatel et arrêtés par votre Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces états financiers.

Notre audit a été effectué conformément aux normes d'audit généralement admises. Ces normes requièrent la mise en oeuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces états financiers. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

A notre avis, les états financiers annexés au présent rapport sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle de la situation financière de la Sonatel au 31 décembre 2001, de ses résultats et de la variation de la situation financière pour l'exercice clos à cette date, conformément aux principes comptables généralement admis.

Sans remettre en cause l'opinion ci-dessus exprimée, nous vous informons que la Sonatel a subi au cours du dernier trimestre de l'exercice, un contrôle fiscal dont l'issue finale n'est pas encore connue.

II. Vérifications et informations spécifiques

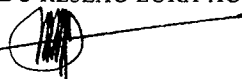
Nous avons également procédé aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observations à formuler sur la sincérité et la concordance avec les états financiers des informations données dans le rapport du Conseil d'Administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes de la société.

Les Commissaires aux Comptes

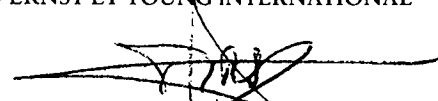
GARECGO

MEMBRE DU RESEAU EURA-AUDIT INTERNATIONAL


Sadia FATY Associé

RACINE

MEMBRE D'ERNST ET YOUNG INTERNATIONAL


MAKHA SY Associé

PROJETS DE RESOLUTION

projet de résolution n° 1

Quitus aux Administrateurs

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport du Conseil d'Administration sur la marche de la Société pendant l'exercice clos le 31 Décembre 2001 et du rapport général des Commissaires aux Comptes sur les comptes de cet exercice, approuve les états financiers de Sonatel SA (Compte de Résultat, Bilan, Tableau Financier des Ressources et Emplois et annexes) dudit exercice tels qu'ils ont été présentés ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

En conséquence, prenant acte du rapport spécial des Commissaires aux Comptes, l'Assemblée Générale donne aux Administrateurs quitus de l'exécution de leur mandat pour l'exercice clos le 31 Décembre 2001.

projet de résolution n° 2

Affectation du résultat de l'exercice 2001

L'Assemblée Générale, sur proposition du Conseil d'Administration et après en avoir délibéré, décide d'affecter ainsi qu'il suit, le bénéfice net de l'exercice clos le 31 décembre 2001, s'élevant à 42 297 317 713 (Quarante deux Milliards Deux Cent Quatre Vingt Dix Sept Millions Trois Cent Dix Sept Mille Sept Cent Treize) Francs cfa:

Réserve légale	0
Autres réserves	13 297 317 713
Premier dividende	3 000 000 000
Dividende complémentaire	26 000 000 000
	<hr/>
TOTAL	42 297 317 713
(égal au bénéfice à affecter)	

L'Assemblée Générale fixe en conséquence à 300 (Trois Cent) Francs cfa et 2.600 (Deux Mille Six Cent) Francs cfa respectivement le premier dividende brut et le dividende complémentaire brut revenant à chaque action.

PROJETS DE RESOLUTION

projet de résolution n° 3

Affectation partielle en Réserve Spéciale de la PROM
au 31/12/2000

L'Assemblée Générale après avoir constaté un montant des investissements concernés de 8 187 493 489 Fcfa durant l'exercice 2001, décide d'affecter la provision pour renouvellement de l'outillage et du matériel au 31 décembre 2000, à concurrence de la quote-part d'outillage et matériel renouvelé en 2001, soit 4 643 914 245 (Quatre milliards Six cent Quarante Trois millions Neuf Cent Quatorze mille Deux Cent Quarante Cinq) francs cfa en réserve spéciale pour renouvellement d'immobilisations.

projet de résolution n° 4

Emissions d'Obligations non Echangeables
et non Convertibles en Actions

L'autorisation donné par l'Assemblée Générale lors de la réunion du 16 juin 1998 pour l'émission d'emprunts obligataires est arrivée à expiration le 31 décembre 2001.

L'Assemblée Générale autorise le Conseil d'Administration à émettre, en une ou plusieurs fois, pendant la période allant de juillet 2002 à juin 2004, des obligations en Francs CFA non échangeables et non convertibles en actions.

L'Assemblée Générale autorise le Conseil d'Administration à déléguer au Directeur Général tous les pouvoirs nécessaires pour l'émission desdites obligations selon les modalités que le Conseil d'Administration aura définies.

projet de résolution n° 5

Pouvoirs

L'Assemblée Générale confère tous pouvoirs au porteur d'une copie du présent procès-verbal à l'effet d'effectuer toutes formalités légales et administratives de publicité.

PROJETS DE RESOLUTION

projet de résolution n° 5

Nomination d'Administrateurs

L'Assemblée Générale, sur proposition du Conseil d'Administration et après en avoir délibéré:

1°) - Ratifie les nominations de:

- Messieurs SILVANO Monti, Bernard GRYNKO, Roland DUBOIS, nommés Administrateurs par le Conseil d'Administration du 26 Juin 2000, et de Monsieur Pierre GODINIAUX, désigné en qualité de Représentant permanent de la personne morale, en remplacement respectivement de Messieurs Jean Pierre ACHOUCHE, Christophe PUAUX, Pierre GODINIAUX et Michel HIRSCH, démissionnaires.

Leur mandat parviendra à expiration à l'issue de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2002.

- Monsieur N'Daraw CISSE, Administrateur, nommé par le Conseil d'Administration du 12 Septembre 2000, conformément à l'article 429 de l'acte Uniforme. Le mandat arrivera à expiration à l'issue de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2002.

- Messieurs Abdou Aziz SOW et Mamadou BOYE, Administrateurs nommés par le Conseil d'Administration du 11 Septembre 2001, en remplacement de Messieurs Mahenta Birima FALL et Abdoulaye CISSE et de Monsieur Pape Momar Niang, nommé lors du même conseil.

Leur mandat arrivera à expiration à l'issue de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2003.

- Monsieur Ibrahima SAR, Administrateur, coopté par le Conseil d'Administration du 11 Décembre 2001, en remplacement de Monsieur Mamadou SAMB.

Le mandat arrivera à expiration à l'issue de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2003.

2°) - Nomme, sur proposition du Conseil d'Administration, Monsieur Ibrahima KONTE, agent en service à la SONATEL, en qualité d'Administrateur.

Le mandat arrivera à expiration à l'issue de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2004.

ERRATUM

(Rapport annuel 2001)

SOMMAIRE

Au lieu de:

Projets de résolution -----93 - 94

Lire:

Projets de résolution -----93 - 96

PAGE 94

Au lieu de:

projet de résolution n° 5
Pouvoirs

Lire:

projet de résolution n° 6
Pouvoirs

ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

BILAN AU 31 DECEMBRE 2001

(en millions de Fcfa)

Passif	2001 net	2000 net
Capitaux propres		
Capital	50 000	50 000
Primes et réserves consolidés	106 190	93 945
Ecart de conversion	0	
Résultat net (part de l'entreprise consolidante)	47 451	42 521
Autres capitaux propres		
Part de l'entreprise consolidante	203 641	186 466
Part des minoritaires	0	
Capitaux propres de l'ensemble consolidé		
Total (A)	203 641	186 466
Dettes financières et ressources assimilées		
Impôts différés	1 268	880
Emprunts et dettes financières	52 520	38 618
Provisions financières pour risques et charges	11 260	7 280
Total (B)	65 048	46 778
Total capitaux stables (I = A + B)	268 689	233 244
Passif circulant		
Fournisseurs et comptes rattachés	26 522	24 294
Autres dettes	54 998	46 297
Total (II)	81 520	70 591
Trésorerie-passif	3 372	5 076
Total passif	353 581	308 911